

Économie régionale '87

**UNE FORTUNE
DANS VOS
VIEUX
PAPIERS?**

— page 23A

**AGENCES
DE VOYAGES:
\$10 MILLIONS**

— page 35A

**LES PRIX
DES MAISONS
VONT MONTER
ENCORE**

— page 6A

**SKI ALPIN:
PRÈS DE
200 EMPLOIS**

— page 25A

**LA CODICEM
S'ATTAQUERA
AUX MARCHÉS
DE
L'EXTÉRIEUR**

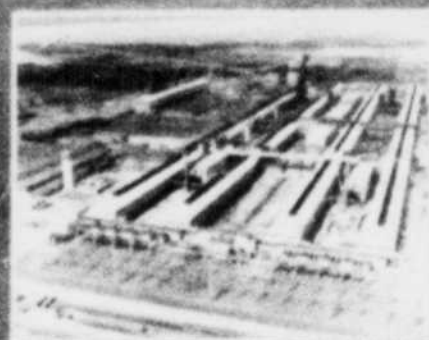
— page 3A

**REYNOLDS:
TROISIÈME
AU MONDE**

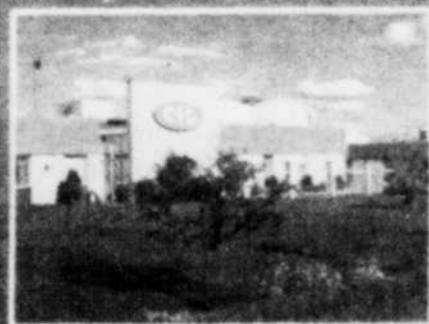
— page 15A

**BÉCANCOUR
MIEUX ÉQUIPÉE
À RECEVOIR
NORSK HYDRO**

— page 15A



A.E.S. (Aluminium en lingots)
Investissement de 1,2 milliards \$
850 emplois



C-H-L (Soude caustique, chlore hydrogène)
Investissement de 152 millions \$
225 emplois



DIDIER (Produits réfractaires)
Investissement de 28 millions \$
165 emplois



SKW (Ferro-alliage de silicium)
Investissement de 53 millions \$
250 emplois

Les papetières n'investiront pas beaucoup en 1987

par Roger NOREAU

CAP-DE-LA-MADELEINE — Les investissements ne seront pas nombreux ni élevés en 1987 dans l'industrie régionale des pâtes et papiers, à cause de certaines incertitudes qui persistent, par exemple l'implantation d'une nouvelle papeterie à Matane et les négociations pour la signature d'une nouvelle convention collective de travail. Mais c'est surtout l'appréhension d'une concurrence accrue des producteurs européens et d'un nouvel assaut du protectionnisme américain.

De plus, les papetières, qui ont connu un regain d'activités et de rentabilité depuis trois ans, doivent se constituer une certaine réserve monétaire avant de décider à nouveau d'investir pour continuer leur modernisation ou agrandir leur usine et diversifier leur production davantage.

Ce qui ne veut pas dire que l'industrie prévoit une baisse dans les cahiers de commandes. Cependant, la remontée des ventes dans les cartons et le papier kraft sera encore difficile en 1987.

Les investissements

Si Consolidated Bathurst, division Laurentide de Grand-Mère, ne se décide pas à réaliser son projet

de \$260 millions en 1987, les investissements de l'industrie régionale des pâtes et papiers ne dépasseraient pas les \$60 millions, dont \$30 millions à l'usine CIP de Trois-Rivières qui terminera la réalisation d'un projet de \$60 millions annoncé il y a un an et demi. Il s'agit de la mise en fonctionnement d'une usine de blanchiment au mois de mai.

Quant à la CIP de La Tuque, plusieurs projets sont à l'étude mais des décisions seront prises plus tard au cours de l'année.

Chez Kruger de Trois-Rivières, on est toujours dans l'expectative de pouvoir réaliser un jour le projet de construction d'une nouvelle machine à papier au coût de plus de \$360 millions. L'approvisionnement en matière première semble demeurer le principal obstacle à cette réalisation.

Dans l'ensemble, les papetières pourraient investir une trentaine de millions de dollars pour l'entretien et la réparation régulière de leur exploitation.

Finalement, jusqu'à maintenant, l'industrie ne prévoit pas de fermetures majeures des usines à cause d'une baisse du cahier de commandes, et l'année en cours devrait se comparer à l'an dernier quant au volume des ventes.

GENS D'AFFAIRES

Vous désirez vous lancer en affaires ou donner un nouveau départ à votre entreprise?

Nous sommes là pour vous aider à concrétiser vos initiatives.

AIDE FINANCIÈRE: — Prêt à terme
— Participation au capital-actions
— Garantie de prêt
(maximum de 25 000\$ par 12 mois)

AIDE TECHNIQUE: — Assistance pour élaborer et évaluer vos projets
— Conseils et assistance pour obtention de financement et subvention
— Service-conseil à la gestion
— Programmes de formation



4825, Ave Bouvet, bureau 119
C.P. 478, St-Grégoire
Ville de Bécancour
(819)233-3315
233-3316

UN OUTIL DE DÉVELOPPEMENT

ENTREPRENEURS ET INDUSTRIELS DE LA RIVE SUD PROFITEZ DE NOTRE EXPERTISE



LE CONSEIL DE PROMOTION
ÉCONOMIQUE DE LA RIVE SUD
UN PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ
DE VOS PROJETS

L'ÉQUIPE 

Michel Labelle, président
Lise Brouillette, dir. gen.
Claire Lemay, sec. adm.

C.P. 88, 4160, BOUL. BÉCANCOUR - BÉCANCOUR
(819)298-3154, 298-3155

Maintenant que la structure de développement est mise en place

La CODICEM s'attaquera aux marchés de l'extérieur

par J.-André DIONNE

SHAWINIGAN — "Dans un premier temps, on a procédé à la mise en place d'une structure de développement régional, ensuite on a repensé l'image qu'on projetait de la région, maintenant nous croyons être prêts à s'attaquer à la prospection et à dénicher à l'extérieur des promoteurs susceptibles de s'implanter chez nous."

Le directeur général de la Corporation de développement industriel du centre de la Mauricie, M. Bernard Fortin, voit l'avenir avec beaucoup d'optimisme. "Il fallait d'abord se donner des outils de travail, ce qui a été fait ces dernières années. Nous avons aussi travaillé à développer l'entrepreneuriat chez nos gens, et dans ce domaine ce fut un succès. D'ailleurs, l'implantation de l'incubateur industriel régional de Grand-Mère est un éloquent témoignage", dit-il.

La CODICEM essaiera, en utilisant un de ses commissaires in-

dustriels, M. Paul Beaudoin, qui s'est spécialisé en prospection économique, à attirer des industriels dans des secteurs où elle a développé, au fil des ans, une certaine expertise et qui sont devenus une spécialité dans la région, soit la construction de bateaux de plaisance, la chimie, l'électrochimie, l'électrometallurgie, la sous-traitance, les entreprises de service.

Travail de missionnaire

Un peu comme les missionnaires qui étaient envoyés évangéliser les nations sous-développées, M. Beaudoin verra à vendre la région du centre de la Mauricie non pas à des gens qui ne croient pas au développement économique mais aux décideurs, à ceux qui occupent les postes de commande et qui décident des implantations d'entreprises. Ces gens-là ce sont des fonctionnaires qui occupent des postes dans les maisons du Québec ou les maisons du Canada à l'étranger.

M. Beaudoin aura la tâche d'ex-

ercer un lobbying auprès de ces personnes. "A tous les quinze jours il se rendra à Montréal expliquer à ces personnes les avantages pour les entrepreneurs de s'implanter dans la région de Shawinigan", a dit M. Fortin.

M. Beaudoin aura aussi pour mission de rencontrer les bureaux de consultants comme SNC, Lavallin, bref, tous ceux qui sont susceptibles d'attirer des projets au centre de la Mauricie.

Enfin, selon M. Fortin, rien ne sert d'aller aux Etats-Unis ou en Europe pour faire de la prospection industrielle. "On dépenserait une fortune dans le vide." Il est donc préférable, selon lui, d'aller frapper aux endroits où les chances de succès sont meilleures.



Optimiser les retombées du parc de Bécancour

SHAWINIGAN (JAD) — L'avènement du parc industriel de Bécancour a ses répercussions à la grandeur de la région. Ainsi, la Corporation de développement industriel du centre de la Mauricie envisage, à l'intérieur de son plan d'action de l'année 1987, se "coller" sur Bécancour pour optimiser les retombées du parc industriel.

Le directeur général de la CODICEM, M. Bernard Fortin, a dit que des discussions avaient d'ailleurs été entamées avec les promoteurs du parc industriel de Bécancour et l'ARDEQ, cette association qui regroupe les commissaires industriels de la région administrative de Trois-Rivières.

Selon M. Fortin, un dossier qui demande beaucoup de main-d'œuvre n'a pas intérêt à s'implanter dans le parc industriel de Bécancour. Ce sont surtout des projets qui nécessitent beaucoup de technologie et plus de main-d'œuvre qui s'installent à Bécancour où la main-d'œuvre sur place est rare et les salaires élevés.

Le consensus établi avec le parc industriel de Bécancour vise à référer à la région les promoteurs qui arrivent avec un dossier nécessitant beaucoup de main-d'œuvre. "Ces gens-là viendront nous voir parce que nous avons des éléments importants à leur offrir", a dit M. Fortin.

La CODICEM a développé une expertise intéressante en matière de sous-traitance et de main-d'œuvre. Le centre de la Mauricie a un incubateur industriel, des bâtisses industrielles, des terrains, de la main-d'œuvre masculine et féminine, bref tous les avantages qu'il faut pour aider un promoteur à installer son entreprise.



CODICEM
au coeur du développement
économique du Centre de la Mauricie

- INVESTISSEMENTS
générés depuis 4 ans 106 458 000\$
- EMPLOIS CRÉÉS 652
- EMPLOIS CONSOLIDÉS 2811



CODICEM
Centre-Mauricie

Bernard Fortin, dir. gén.
Paul Beaudoin, comm. ind.
Pierre Nadeau, comm. ind.

C.P. 895, 695, de la Station,
Shawinigan, QC. G9N 6W2 - Tél.: (819) 537-7249



Jean Bédard, directeur général
Sylvie Sanschagrin, analyste
Sylvain Hébert, analyste

695, av. de la Station
C.P. 306, Shawinigan, QC. G9N 6V1 — Tél.: 537-5107

NOUS VOUS AIDONS À CONCRÉTISER VOS INITIATIVES

ASSISTANCE TECHNIQUE:

- Conseils sur la gestion (notamment en siégeant sur différents conseils d'administration)
- Programmes de formation et de perfectionnement (colloques, séminaires, etc.)
- Service informatique pour la présentation d'états financiers prévisionnels
- Service de consultation sur les différents programmes de subventions gouvernementales.

APPUI FINANCIER:

- Prêts à terme et investissements sous forme de capital-actions
- Maximum 25 000\$ par projet
- Partage des frais de consultation

*Ensemble
NOUS IRONS LOIN...*

UN RÔLE DE PREMIER PLAN DANS L'ÉCONOMIE RÉGIONALE...

La Société d'Aluminium Reynolds (Canada) limitée tient avec fierté un rôle de premier plan dans l'économie de la région et c'est avec optimisme qu'elle entrevoit l'avenir.

C'est en offrant des produits d'une qualité incontestable qui répondent à une clientèle sans cesse croissante, à travers le Canada, que la Société Reynolds consolide sa place sur la scène économique.

Cette qualité des produits fait de REYNOLDS...une marque prestigieuse des plus recherchées!



Société d'Aluminium Reynolds (Canada) Limitée

290 St-Laurent, Cap-de-la-Madeleine, Qué., Canada G8T 7W9 Tél.: (819) 373-6363

CEDIC

L'ÉQUIPE DE LA CEDIC AU SERVICE DES ENTREPRISES

Guy Julien
directeur général et
commissaire industriel
Marilie Laferté
commissaire industriel
adjoint

Louise Lépine
secrétaire de direction

Diane Drouin
secrétaire

*Pour vos projets d'expansion, de création d'entreprise,
la CEDIC est à l'écoute des gens de chez-nous.*

Corporation économique de développement
industriel et commercial de
Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine

Edifice François Nobert
1401, rue Royale, Trois-Rivières

Tél.: (819) 374-4061



La Société d'aluminium Reynolds de Cap-de-la-Madeleine

La troisième au monde

par Roger NOREAU

CAP-DE-LA-MADELEINE — Implantée à Cap-de-la-Madeleine depuis 42 ans, la Société d'aluminium Reynolds est une filiale du groupe Reynolds du Canada et de Reynolds International Inc., dont le siège social est situé à Richmond, en Virginie, et se situe au troisième rang chez les producteurs d'aluminium au monde, après l'Alcan et l'Alcoa.

La filiale Société d'aluminium Reynolds (Canada) Ltée a son siège social à Cap-de-la-Madeleine, des usines et entrepôts à Calgary, Edmonton, Montréal et Toronto et des bureaux de ventes aux mêmes endroits.

En 1985, l'entreprise a atteint un chiffre d'affaires de \$176.297.000 et employait 1.031 personnes. A Cap-de-la-Madeleine, le nombre d'employés était de 778. La masse salariale totale était de \$38 millions dont une trentaine pour l'usine locale, ce qui comprend les bénéfices marginaux.

En 1986, l'entreprise a investi \$3.800.000 à son usine locale et a élaboré quelques importants projets de modernisation et de diversification pour 1987, cependant ces projets ne sont pas encore chiffrés.

Ces projets touchent l'industrie automobile et de la construction. D'ailleurs, la production d'aluminium nécessaire à la fabrication d'ailettes de radiateurs pour automobiles est déjà commencée et au cours de l'année, une nouvelle pièce d'équipement à cette fin sera installée.

gétiques qui augmentent sans cesse. Mais, le milieu demeure optimiste à cause des nouvelles possibilités qui s'annoncent dans la fabrication des automobiles et appareils domestiques, par exemple, la ventilation et le revêtement extérieur.

Implication sociale

Depuis son installation à Cap-de-la-Madeleine, à la fin de la seconde Guerre mondiale, la Société d'aluminium Reynolds s'est toujours impliquée socialement dans son milieu en contribuant financièrement à divers organismes de bienfaisance et en facilitant la participation de ses employés aux activités sociales, charitables et sportives de leur localité.

Selon la direction, les relations de travail se sont grandement améliorées depuis un bon bout de temps et le président John Korcz a formé des groupes d'étude qui favorisent une meilleure communication entre les employés et la direction, qui présente un rapport des activités de l'entreprise à chaque année à ses employés.



La Société d'aluminium Reynolds est implantée à Cap-de-la-Madeleine depuis 42 ans. De gauche à droite, MM. Richard Duquet, vice-président à la finance et à l'administration, et Cyril-D. Hiller, secrétaire et adjoint au président. (Flageol Photo — Claude Deschesnes)

Le marché de l'entreprise est constitué à 89% du marché domestique et américain et 11% du marché de l'exportation. La direction de l'entreprise consacrera une partie de ses efforts au développement de nouveaux marchés en offrant un produit d'une qualité exceptionnelle et fabriqué par un personnel dont la compétence est déjà reconnue.

Le marché

Au travers le monde, le marché de l'aluminium est toujours instable et influencé par les fluctuations dans les prix des matières premières et des coûts éner-

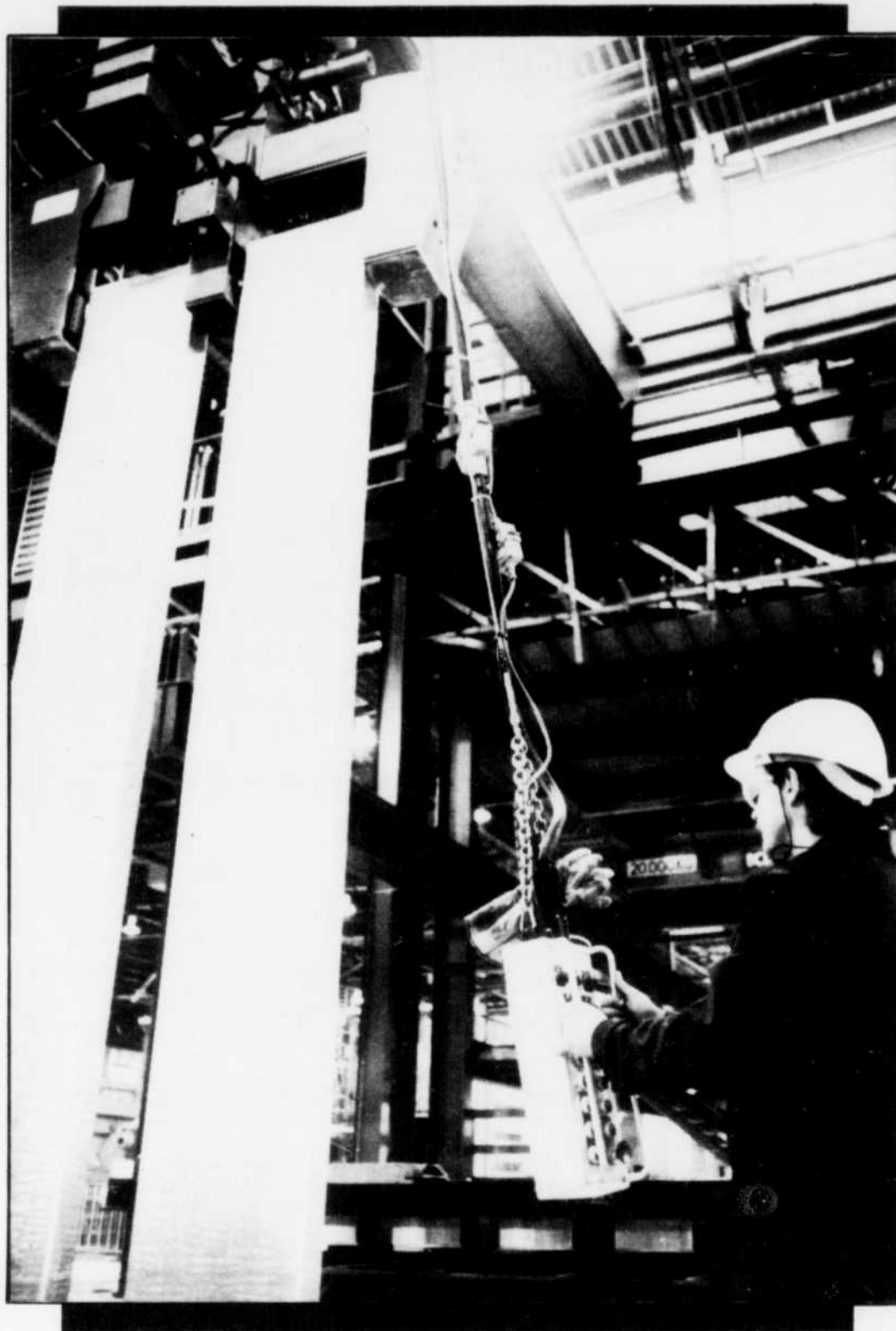
Injection de \$12.500.000

En 1986, l'aluminerie Reynolds a injecté plus de \$12.500.000 dans l'économie régionale par ses achats, la sous-traitance, l'achat d'énergie et de combustible, et paiement de taxes.

Ainsi, la facture d'électricité s'est élevée à \$2.500.000, la facture de gaz naturel à \$2.400.000, la facture de l'huile industrielle à \$1.570.000, l'achat de gaz propane pour les petits véhicules intérieurs, \$550.000, les frais de transport se sont élevés à \$500.000 et la sous-traitance à plus de \$5.5 millions.

...L'ALUMINERIE
LA PLUS
MODERNE
AU MONDE

**MAINTENANT
UNE RÉALITÉ.**



A.B.I.

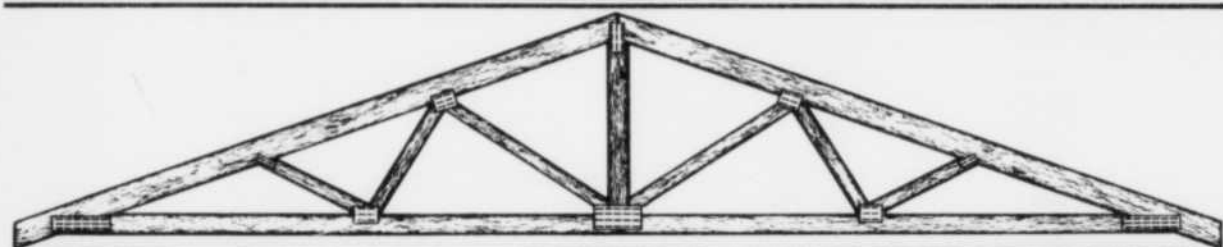
ALUMINERIE DE BÉCANCOUR INC.

Aluminerie de Bécancour Inc. agit à titre de mandataire de Pechiney Québec Inc.
d'Albecour, Société en commandite (membre du Groupe SGF) et d'Alumax Québec Inc.

Les prix des maisons vont continuer à monter



(Flageol Photo — Claude Deschênes)
M. Jacques Mailhot



TOITURE MAURICIENNE

DEPUIS 1964

La solution à tous vos problèmes

- Livraison rapide
- Calcul de soumissions par ordinateur
- Calcul des fermes de toit par ordinateur
- Dessin des fermes de toit par ordinateur
- Toute la comptabilité par ordinateur

UN SERVICE RAPIDE

passé par

TOITURE MAURICIENNE

depuis 1964

La plus grosse compagnie de fabrication de fermes de toit au Québec

Usine ligne directe: 1-800-567-8644

1970, Route St-Maurice nord
Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine

LES MEILLEURS PLANCHERS SONT FAITS DE POUTRELLES AJOURÉES TRUSWALL

BUREAUX DE VENTE

CAP-DE-LA-MADELEINE	(819) 374-8784
REPENTIGNY	(514) 581-5022
MONTREAL	(514) 328-1612
LONGUEUIL	(514) 646-8133
ST-JEAN-D'IBERVILLE	(514) 348-9444
JOLIETTE	(514) 753-7236

Votre toit, c'est notre affaire.

Nos produits sont acceptés par S.C.H.L., C.N.B. et toutes les villes.

La Compagnie Norton usine de Cap-de-la-Madeleine, est heureuse de participer à l'essor économique de la région et de souligner l'implication de tout son personnel dans la réussite de l'entreprise.



LA COMPAGNIE

NORTON

CAP-DE-LA-MADELEINE, QC

La direction

par Jacques GINGRAS

TROIS-RIVIÈRES — Le secteur de l'immeuble, qui vient de connaître une autre bonne année, sa 4e de suite, va continuer sur sa poussée en 1987. C'est du moins le sentiment qui se dégage des renseignements obtenus, tant auprès de la Chambre d'immeuble de la Mauricie que des principaux courtiers.

Cette situation est, bien entendu, directement attribuable dans un premier temps à la stabilité, voire la baisse des taux d'intérêt. Avec des hypothèques à moins de 10%, bientôt 9,5% pour un an, les acheteurs se font de plus en plus nombreux. On n'hésite pas à quitter son loyer de \$350 à \$450 par mois pour devenir propriétaire d'une unifamiliale raisonnable disponible à partir de \$50.000, surtout une maison de 8 à 10 ans.

Il y a aussi foule d'acheteurs d'une 2e maison, soit des gens qui laissent leur premier bungalow pour s'installer dans quelque chose d'une peu plus grand et dispendieux. On paiera \$85.000, \$100.000 ou \$120.000 ou plus pour avoir sa maison de rêve... Ce marché est aussi très actif car la dette est moins lourde à porter avec un prêt de cinq ans à 11%.

Selon M. Jacques Mailhot, directeur de la Chambre d'immeuble de la Mauricie, et quelques courtiers interrogés, le prix des maisons a fait un bond de 7,5% l'année dernière. Cela peut sembler beaucoup compte tenu de l'inflation, mais c'est nettement en dessous de la moyenne provinciale à 11%.

Dans certaines villes de la région de Montréal et Québec, comme à maints endroits en Ontario, ce fut la folie furieuse, la hausse a été beaucoup plus prononcée: 15%, 25% et même 40%, selon le cas.

Cette année, toutefois, ça devrait être plus normal... On parle d'une hausse de 4 à 5% suivant ainsi l'inflation. Cela devrait porter le prix moyen des maisons de \$51.700 à \$55.000 avec sous-sol fini et extérieur paysagé.

Que ce soit chez Re-Max, Royal-Lepage, Bourse immobilière, Fiducie du Québec ou Caisse d'établissement, partout on fait l'unanimité quant à la prochaine année. Ça va être très bon, mieux que 86, et les raisons évoquées se recoupent sensiblement.

On parle des taux d'intérêt,

de la conjoncture économique nettement améliorée, l'espoir de Bécancour, ses retombées directes et indirectes dans les PME, etc. Il y a aussi le fait que de plus en plus de gens veulent devenir propriétaires, c'est une tendance provinciale et le Québec accuse un retard sur les autres provinces.

Cela s'est traduit par une hausse spectaculaire du nombre d'agents et une multiplication des transactions, laquelle va continuer sur son élan.

On comprendra facilement que toutes ces transactions engendrent un fort mouvement d'argent, des dizaines de millions de dollars. Si on se réfère aux chiffres fournis par la Chambre d'immeuble et la SCHL, ce sont plus de \$100 millions qui changent de mains ces années-ci, dans le secteur de l'immeuble.

A la SCHL, dont une des missions est de faciliter l'accès à la propriété, notamment en assurant les prêts hypothécaires supérieurs à 75% du prix, on a garanti 550 prêts pour un total de \$27 millions, en 86. M. Jean Boucher évalue à environ 20% sa part du marché, ce qui laisse entendre que le volume global pourrait atteindre les \$130 millions.

Les chiffres utilisés par la Chambre d'immeuble sont un peu moins pharamineux mais, néanmoins, fort imposants. Le volume de transactions par le système MLS ou inscriptions multiples est de \$29 millions, en baisse de \$1,5 million sur l'année dernière.

Ce montant ne représente, toutefois, que 30% du volume des transactions surtout dans l'unifamiliale. Le solde est le fait des ventes exclusives à telle ou telle firme, ainsi que des particuliers, qui sont très nombreux à vendre leur maison. En extrapolant, on arrive facilement à un volume d'affaires de l'ordre de \$100 millions, ce qui n'est pas si mal non plus.

S'ajoutent à cela toutes les dépenses de déménagement et d'installations que d'aucuns évaluent au bas mot à \$6 ou \$8 millions.

A Grand-Mère

L'incubateur régional active les affaires

par Michel CLOUTIER

GRAND-MÈRE — Envie et cité en exemple partout au Québec, et même au Canada, l'incubateur régional d'entreprises de Grand-Mère fait activer les affaires dans cette ville depuis sa récente création, en décembre 1985.

"La santé économique de notre municipalité se porte de mieux en mieux", a indiqué le maire Jacques Marchand, en prévoyant l'installation prochaine, dans ce complexe, d'une vingt-cinquième entreprise couvrant, cette fois-ci, le domaine de la teinture commerciale.

Cette nouvelle augure bien puisqu'il est question de créer 160 emplois. Ils s'ajouteraient aux 172 qui s'y retrouvent actuellement.

Sur la carte...

En quoi cet incubateur régional intéresse-t-il, dans sa conception, tant de municipalités? Il tient son originalité, dira le maire, du fait qu'il soit le tout premier du genre à être mis en activité.

Auparavant, les incubateurs industriels étaient conçus au niveau de la haute technologie et surtout dans le milieu universitaire. Depuis que l'administration municipale de Grand-Mère a décidé d'innover en créant un incubateur au niveau très pratique de la petite et moyenne entreprise, et selon les besoins opé-

rationnels de ce milieu des affaires, l'étonnement se répandit un peu partout. Ce fut comme une vague.

Au point qu'un programme sur vidéocassette a été commandé par le gouvernement fédéral sur les caractéristiques du nouvel incubateur. Le programme est actuellement visionné par des municipalités à travers le pays.

Le succès est d'autant plus stimulant qu'il se fait au surplus, huit projets en "pré-incubation" d'une période de 31 semaines. Le Collège de Shawinigan y collabore.

L'immense bâtisse, avec ses 320.000 pieds carrés de surface, aura donc été acquise par la muni-

cipalité de l'ancienne compagnie Wabasso. La ville y injectait pour \$2.500.000 en structures, tout en formant un comité industriel sous la direction de M. Maurice Lacerte.

"Le bureau de direction effectue un travail exemplaire", de dire le maire Marchand, non sans fierté. L'équipe est formée du conseiller municipal Claude Lavergne à la vice-présidence; de son collègue Jean-Marie St-Pierre à titre de directeur. Puis de M. Pierre Pellerin, secrétaire et également directeur général de la ville, et de M. Guy Matteau, trésorier, occupant le même poste à la municipalité. Le maire en est le président désigné.

Parmi les locations signalées à l'incubateur régional nous remarquons une firme de La Tuque, plusieurs autres de Shawinigan, Trois-Rivières. Celles provenant de la ville du Rocher, étant minoritaires, illustrent bien le caractère régional du complexe industriel.

Le genre de firmes touche notamment les domaines du meuble, de la machinerie, de l'usinage et de l'entreposage.

Notons que les autres manufactures retrouvées sur le territoire municipal donnent de l'emploi à 1.468 personnes environ. Le secteur commercial n'est évidemment pas compris dans ces emplois.



Le maire Jacques Marchand.

PLACAGE PAQUET INC.

Fabrication et vente de veneers

- FINITION DE MEUBLES
- BOIS EXOTIQUE
Essences: Rosewood, noyer, chêne, acajou, cerisier...



Réal Paquet, gérant général

25, RUE ST-PIERRE (Parc Industriel) PRINCEVILLE
C.P. 848, TÉL.: (819) 364-2843

HIVER
1986-87

15^e
Anniversaire
de vrai ski

À LA VALLÉE DU PARC

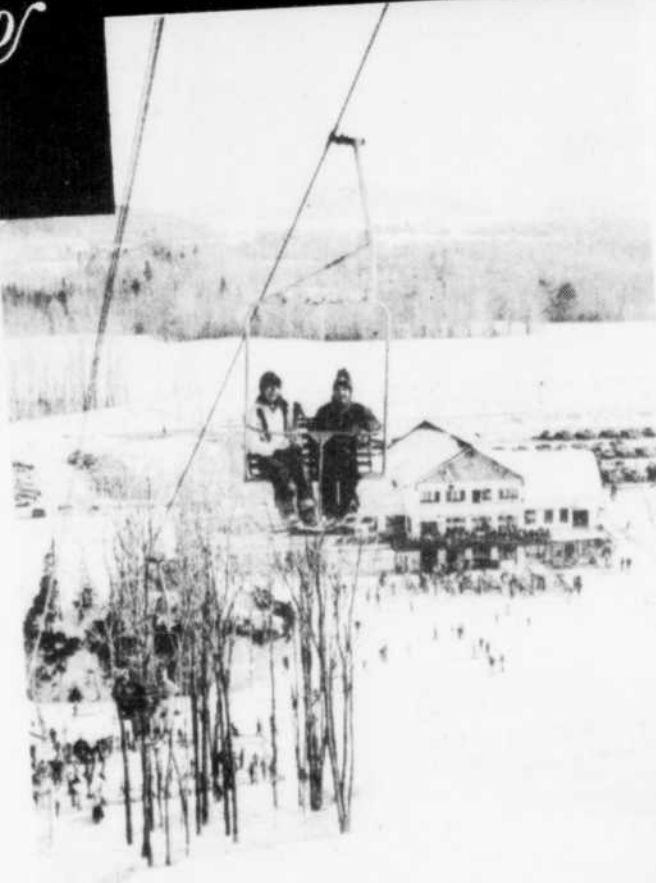
HORAIRE SKI ALPIN ET DE FOND:

9h à 16h30

19h à 22h30

SAUF SAMEDI JUSQU'À 23h

- Neige artificielle en abondance
- Nouvelle pente pour amateurs de ski à sensation forte
- 5 "Ski dozers" pour entretien des pistes
- Ecole de ski diplômée avec plus de 40 moniteurs offrant différents forfaits de cours de ski



- Télésiège double (3 000 pi)
- 3 T-bars
- La montagne la plus élevée pour le ski en Mauricie
- Les pentes les plus longues en Mauricie
- Ski en soirée (alpin et fond)
- NEIGE ARTIFICIELLE
- SKI DE FOND (PISTES ÉCLAIRÉES) (35,8 km)
- ÉCOLE DE SKI PROFESSIONNELLE
- BOUTIQUE DE SKI AVEC LOCATIONS ET RÉPARATIONS • ANDRÉ LALONDE SPORTS
- GARDERIE, ÉCOLE DES NEIGES
- Bar licencié, cafétéria et salle à manger
- PATROUILLE DE SKI
- NOUVELLE PENTE TRÈS LARGE, ÉCLAIRÉE
Pentes pour débutants, intermédiaires et experts
- MAGNIFIQUE TERRASSE
POUR LA PÉRIODE DU PRINTEMPS
- Equipement complet pour améliorer les pentes
- Casiers pour équipement de ski
- Développement résidentiel en montagne
- Golf (à moins de 3 milles)
- Piscine chauffée (été)



VALLÉE du PARC

(sortie boul. Vallée du Parc sur l'autoroute Transquébécoise)

C.P. 397, Grand-Mère
Tél.: 819-538-1639

SMED RÉPARATION et ENTRETIEN:
 Service de Maintenance Électrique Durand Inc
 DE SYSTÈME BI-ÉNERGIE
 DE SYSTÈME D'ÉCLAIRAGE D'URGENCE
 D'APPAREILS ÉLECTRIQUES
 DE TOUTES SORTES.

MAINTENANCE ÉLECTRIQUE D'ÉDIFICE RÉSIDENTIELS,
 COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS.

268, ST-JOSEPH, NICOLET TÉL.: (819) 293-6000

Selon les prévisions de la CODEL

La région de Maskinongé devrait s'enrichir en '87

par Michel LAMARRE

LOUISEVILLE — "L'année 1987 devrait être très stimulante pour l'économie régionale et particulièrement pour la région desservie par la Corporation de développement économique de la région de Louiseville."

C'est ce que soutient avec un optimisme débordant son directeur général de la CODEL, M. Robert Lalonde, dans une entrevue accordée.

Basé sur les dossiers présentement à la Corporation de dévelop-

D'autre part, en raison des investissements sur le plan des infrastructures industrielles et municipales de services, l'activité économique de '87 de la région de Maskinongé devrait être très positive.

A souligner que les sommes consacrées au projet de Revicentre à Louiseville, du projet de régie des eaux, ainsi que du parc industriel à Saint-Antoine-de-la-rivière-du-Loup, ne sont pas considérées dans les investissements globaux figurés par la Corporation.

Se basant sur l'inventaire commercial et services réalisés au cours de l'année, la CODEL a pu établir qu'en '85, le secteur commercial et services a investi dans la région de Maskinongé un montant de près de \$6 millions et qu'en '87, celui-ci devrait atteindre plus des \$8 millions.

Parmi les autres priorités de la CODEL en 1987, signalons la consolidation de sa structure financière et opérationnelle à long terme, l'obtention d'un fonds d'investissement pour la région, la réalisation d'une étude de faisabilité avec la COLASP, pour l'aménagement des rives du lac Saint-Pierre, l'implantation d'un parc industriel à Saint-Antoine-de-la-rivière-du-Loup, la promotion extérieure de la région de Maskinongé et la prospection de nouveaux investisseurs, la réalisation de colloques industriels et finalement la concertation avec les organismes du milieu.

Par ailleurs, de souligner M. Robert Lalonde, la CODEL entend établir aussi un dialogue beaucoup plus direct avec chacune des municipalités de la région de Maskinongé, en vue d'être constamment à 'l'écoute' du milieu et de stimuler l'activité économique dans chaque d'entre elle.

La CODEL, de plus, entend intensifier ses relations avec les différents média afin que ceux-ci puissent mettre de l'avant les réalisations du milieu et faire leur part dans la promotion de la région de Maskinongé, en la positionnant adéquatement et positivement dans leur contenu rédactionnel.

Une des réalisations importantes de la CODEL, outre son vidéo mettant en valeur toutes les richesses et ressources de la région de Maskinongé, sera la préparation d'un dépliant industriel qui exercera une 'force d'attraction positive' et qu'on pourra utiliser judicieusement comme instrument de fierté régionale tout autant qu'instrument de développement économique.

En guise de conclusion, le commissaire industriel de la Corporation de développement économique de la région de Louiseville, M. Robert Lalonde, estime que cet organisme se doit de continuer à développer cet esprit d'entrepreneurs-hip si essentiel au développement de la région de Maskinongé.



M. Robert Lalonde, directeur général de la CODEL

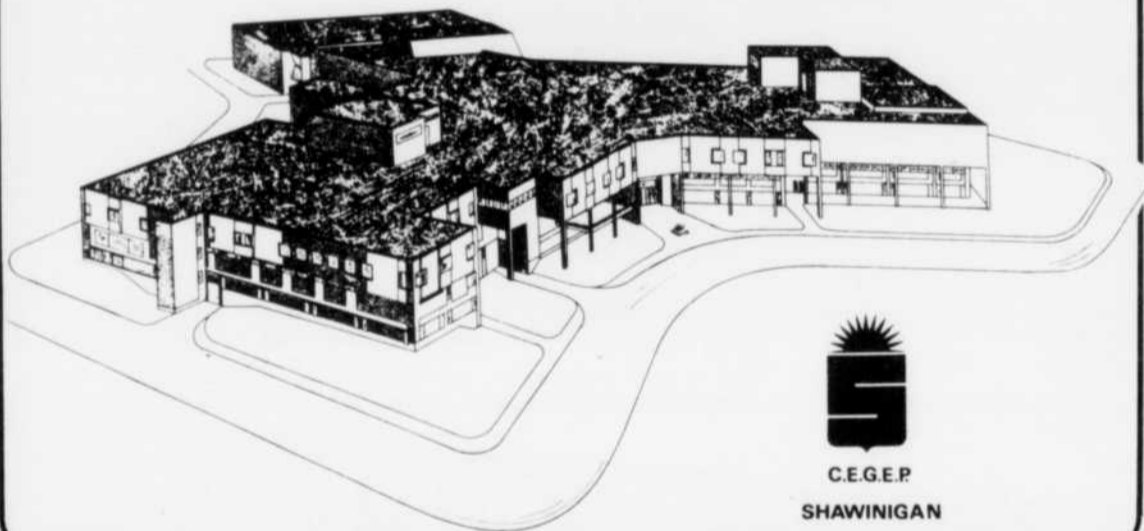
pement économique et exclusion faite des dossiers majeurs (implantation éventuelle d'une usine de pièces d'automobiles dans l'agglomération de Louiseville au coût approximatif de \$50 millions), la région de Maskinongé devrait s'enrichir d'investissements de l'ordre de \$28,6 millions pour l'année 1987, soit un accroissement de 35% par rapport aux investissements réalisés en '86.

Conséquemment, de rappeler M. Lalonde, le nombre de nouveaux emplois créés en '87 devrait atteindre le chiffre net de 200.

Le directeur général de la CODEL a tenu à signaler que l'achat de machinerie et d'équipements devrait être sensiblement similaire à '86, et que l'activité de construction et d'amélioration locative sera du double de celle de '86 pour totaliser un montant de \$13 millions, soit tout près de 45% des investissements globaux.

Pour M. Lalonde, ce dernier indice laisse présager que les entreprises de la région de Maskinongé envisagent une expansion plus rapide sur leur marché et, conséquemment, les emplois créés devraient être de type expansionniste plus spécifiquement.

AVEC VOUS...
 NOUS BÂTISSONS L'AVENIR
 DE NOTRE RÉGION



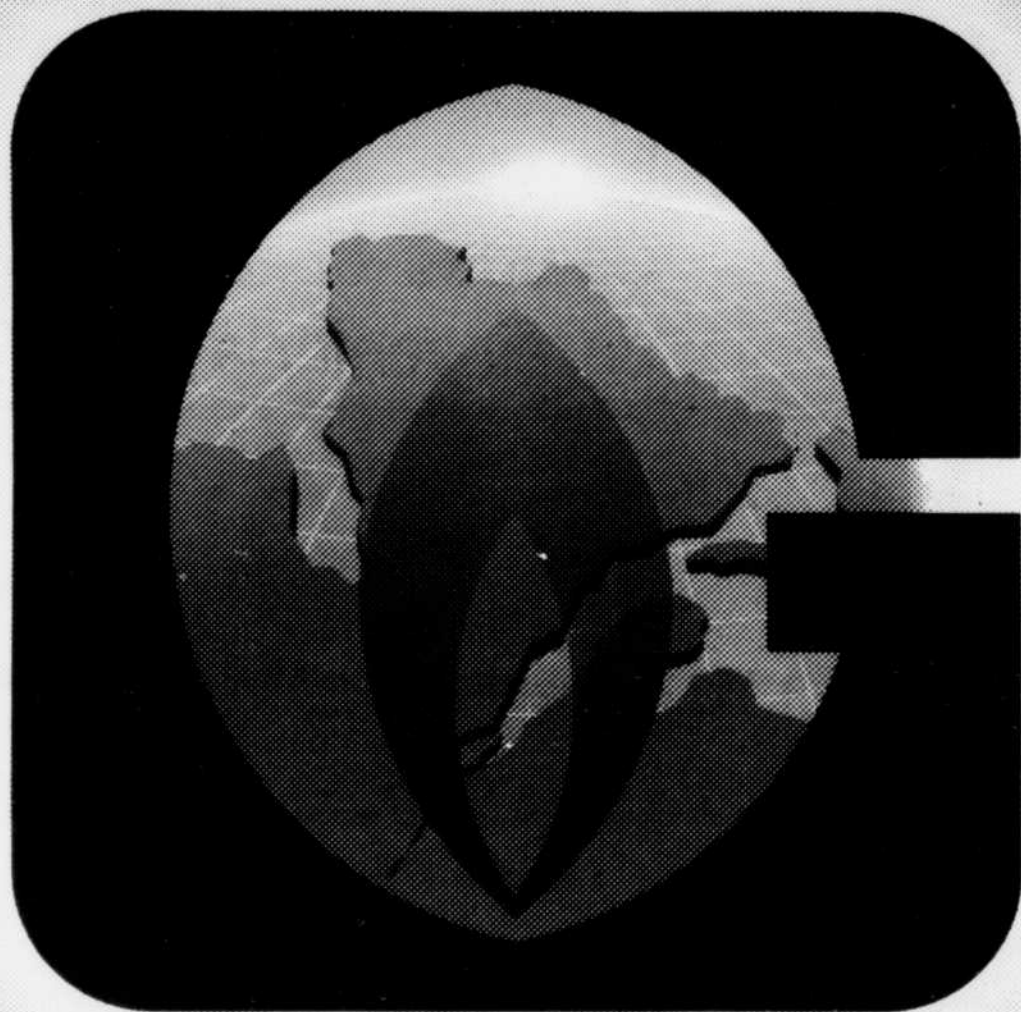
KRUGER INC.
 DIVISION TROIS-RIVIÈRES

*En tant que membres
 de la collectivité trifluvienne,
 les 1 300 employés de la
 Kruger inc. sont fiers de
 participer à l'essor
 économique de la région.*

En 1987

La société CLÉ Nicolet-Bécancour aidera une quarantaine d'entreprises

L'avenir est là, nous aussi!



Nous sommes là, partenaires d'avenir. Avec l'énergie de l'avenir.
 Là où l'on batit une prospérité nouvelle.
 Pour être au service de l'entreprise, de l'industrie, du progrès,
 pour apprivoiser le grand rêve de confort et de bien-être
 des générations d'aujourd'hui et des générations à venir.

 **Gaz
Métropolitain**

par Roger LEVASSEUR

BÉCANCOUR — En 1987, la Société CLÉ Nicolet-Bécancour inc. entend investir quelque \$300.000 dans 15 entreprises et aider à créer ou sauvegarder 150 autres emplois tout en fournissant des services d'aide technique à 25 autres entreprises.

C'est ce qu'a révélé au Nouvelliste le directeur général de l'organisme, M. Jacques Mercier. Ce dernier a ajouté qu'en plus des secteurs traditionnels de son territoire, soit le meuble, le vêtement et l'agro-alimentaire, la société CLÉ

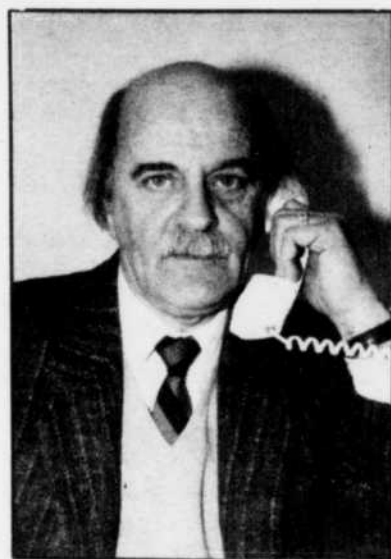
Bécancour et la venue de Norsk Hydro devront être développés pour que la région bénéficie le plus possible des retombées de l'implantation de ces grandes entreprises sur le territoire.

Notant que les secteurs commerces et services demandent à être développés sur la rive sud afin de répondre au besoin des nombreux travailleurs embauchés dans les nouvelles industries, M. Mercier a souligné que la Société CLÉ recevra avec attention les demandes d'aide pour des projets qui répondent aux besoins spécifiques du territoire, dans ces secteurs.

Pour la présente année, la société CLÉ Nicolet-Bécancour dispose d'un budget de \$350.000. L'organisme se veut un outil privilégié pour aider les gens d'affaires à réaliser leur initiative, que ce soit pour lancer une nouvelle entreprise ou pour donner un nouveau départ à une entreprise existante. L'aide financière peut prendre la forme de prêt à terme, participation au capital-actions ou garantie de prêt, avec un maximum de \$25.000 par 12 mois par entreprise.

L'aide technique est diversifiée et comporte une assistance pour l'élaboration, l'évaluation et la réalisation des projets des gens d'affaires, des conseils et de l'aide pour l'obtention de financement et des subventions, service-conseil à la gestion ainsi que programmes de formation et de perfectionnement.

Depuis sa formation, la société CLÉ Nicolet-Bécancour a investi \$298.800 dans 16 entreprises, contribuant ainsi à la création ou à la sauvegarde de 150 emplois. Des services d'aide technique ont été fournis à 24 entreprises.



M. Jacques Mercier est le directeur général de la Société CLÉ Nicolet-Bécancour Inc.

(Photo Roger Levasseur)

veut prioriser les entreprises de sous-traitance, secteurs qui avec l'implantation de l'Aluminerie de

**LA VITALITÉ ÉCONOMIQUE
DE NOTRE RÉGION:**

UN FACTEUR STIMULANT

La vitalité économique de la région contribue à assurer le bien-être et la prospérité de tous nos concitoyens.

 **Monsieur
dismat**

**Caron &
Gagnon** Ltée
171 Ave. Dalcourt
Louiseville J5V 2L8
228-2753-54

A l'été '87

Environ 2,500 travailleurs dans le parc de Bécancour

par Roger LEVASSEUR

BÉCANCOUR — A l'été 1987, on estime à pas moins de 2.500 personnes le nombre de travailleurs qui bourdonneront dans le parc industriel de Bécancour.

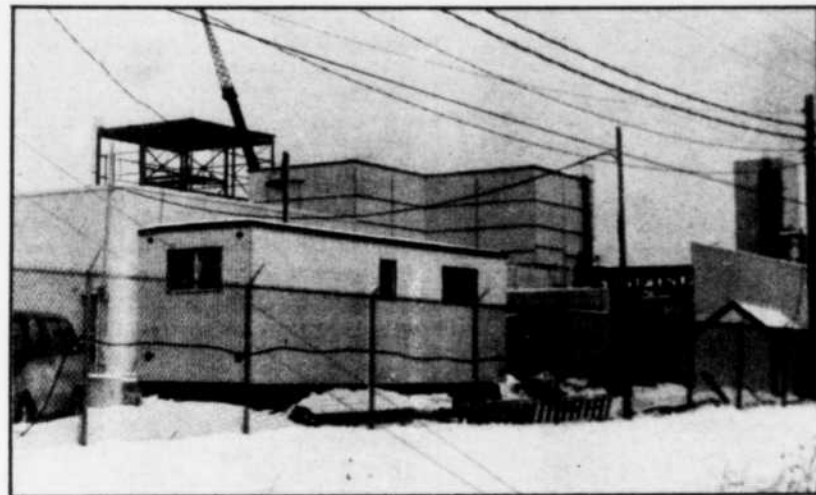
Ces chiffres s'appuient sur le personnel régulier des entreprises en place, sur les nouveaux travailleurs qui débiteront chez Oxychem et Hydrogenal, dans quelques mois, sur le nombre de travailleurs qui sont employés par des firmes de sous-traitance faisant affaires avec des usines du parc et aussi sur le nombre de travailleurs de la construction qui seront sur le chantier de Norsk Hydro.

Un relevé tout frais effectué par la Société du parc industriel de Bécancour indique d'abord un premier chiffre de 1.476 réparti de la façon suivante: A.B.I (743), SKW (236), CIL (224), Canadoil Forge (43), Télébec (28), la SPICQ (20), Travail-Québec (13), Samson Bélaire (3), Stearns Catalytic (4). Certaines entreprises n'avaient pas encore complété l'information demandée par la Société du parc et on peut encore ajouter quelques centaines de travailleurs. Qu'on pense seulement à André Cyrenne Inc. qui en compte sûrement une cinquantaine, Biraghi-Canada, Sanivan, A. Millette Inc., Jacinthe Lavigne Communications, Quitel, les compagnies oeuvrant aux installations portuaires, etc.

A ces chiffres, il faut ajouter les 50 employés d'Hydrogenal, qui a investi \$30 millions pour une entreprise d'hydrogène liquide et les 30 autres d'Oxychem, dont l'investissement est de \$52 millions pour du peroxyde d'hydrogène.

Dans la colonne des emplois permanents, la direction de la Société du parc industriel de Bécancour rappelle qu'il faut également considérer ceux des firmes de sous-traitance faisant affaires avec des entreprises du parc. On se souviendra qu'il y a quelques jours l'Aluminerie de Bécancour Inc. estimait ce nombre d'employés travaillant dans ses murs mais relevant de firmes sous-traitantes à pas moins de 50.

Les deux nouvelles entreprises, particulièrement Hydrogenal, ont également annoncé l'intention de confier à l'entreprise privée plusieurs contrats d'entretien et autres. Enfin pour arriver au chiffre passablement conservateur de 2.500, il faut penser aux 600 à 700 travailleurs de la construction qui seront en effervescence sur le chantier de Norsk Hydro, cet été.



(Photo Roger Levasseur)

La construction de la nouvelle entreprise Oxychem va bon train dans le parc industriel de Bécancour tout comme celle d'Hydrogenal de l'autre côté de la rue. Ces deux nouvelles usines doivent commencer à fonctionner dès cet été.

"Nous avons donné le feu vert à Norsk Hydro de commencer leurs travaux dès le mois de février. L'an prochain, au point culminant de la période de construction, on y retrouvera pas moins de 1.200 employés de construction, mais cet été, comme c'est l'intention de la compagnie de construire au plus tôt, on y retrouvera pas moins de 600 à 700 travailleurs", a expliqué M. Pierre Clouâtre au Nouvelliste.

Une autre estimation concernant la masse salariale qui sera gagnée globalement dans le parc industriel de Bécancour, en 1987, atteint le chiffre de \$60 millions.

De la transformation

Les dirigeants de la Société du parc de Bécancour sont plus conscients que n'importe qui de l'importance de recruter maintenant chez eux des entreprises secondaires utilisant les métaux de base que sont l'aluminium, le magnésium ou le silicium.

"Le directeur de la commercialisation, Gilles Julien, a commencé à faire de la prospection

dans les régions de production d'automobiles et il continuera à le faire. A la fin de l'année, nous avons aussi l'intention d'embaucher une firme spécialiste qui nous ébauchera une étude orientant notre action dans la recherche de nouvelles entreprises en fonction de celles que nous possédons actuellement", a aussi fait part le directeur général de la SPICQ.

ESTAMPES

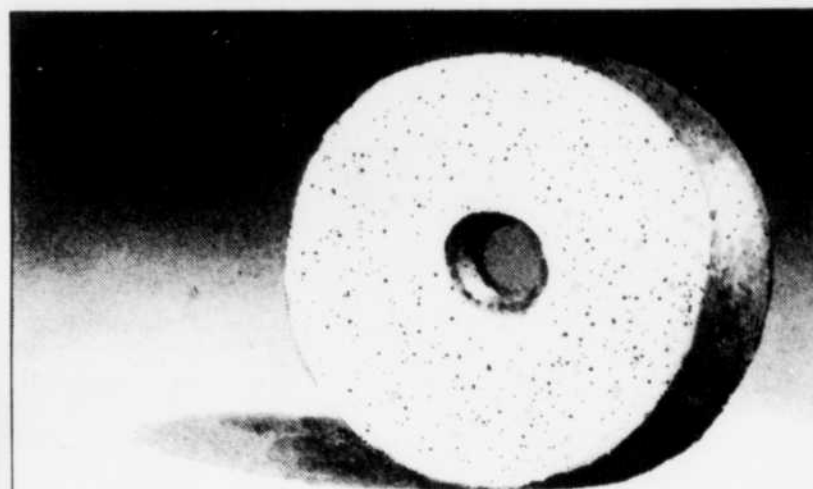
(819) 375-2102



Impression commerciale et sociale
Fabricant d'estampes de tous genres
Gravure sur plaques

Bernard Nault
directeur des ventes

Les Estampes P.G. (1981) Inc.
1985, rue Chamberland, Trois-Rivières
(Québec) G8Z 2S6



Ça vous dirait
de réinventer la roue...?

À L'AUBE DE NOS 75 ANS

La Consolidated Bathurst limitée DIVISION WAYAGAMACK

fait partie de l'histoire économique
de la région trifluvienne.

Aujourd'hui, encore, cette industrie majeure constitue un des apports les plus importants de la vie économique régionale. Nous en sommes fiers comme nous sommes fiers de la qualité de nos produits et de notre main-d'oeuvre!



CONSOLIDATED
BATHURST

Marchés boursiers

Une poussée qui n'est pas un feu de paille

Depuis le début de l'année 1987, nous assistons à une poussée frénétique des marchés boursiers. Plusieurs se demandent si cette hausse est le signe d'un marché réellement en santé.

Il semble qu'effectivement, nous soyons à mi-chemin à l'intérieur d'un "mega'bull market" qui pourrait se prolonger jusqu'en juin 1990.

Économie

Depuis 1983 la croissance économique est positive au Canada comme aux États-Unis. Les années 1985 et 1986 ont vu l'économie nord-américaine connaître un ralentissement de cette croissance et c'est ce qui explique la morosité du marché canadien en 1986, sa dynamique est fortement reliée à ce qui se passe chez notre voisin du Sud.

Toutefois, il semble se dégager un nouvel optimisme en ce qui concerne l'avenir de la santé économique de l'Amérique du Nord. Un consensus se développe chez les experts et on s'attend à ce qu'il n'y ait pas de récession en vue pour les prochaines années. Cela explique le regain de vie des investisseurs. De plus, les bénéfices des sociétés, élément moteur du marché, seraient pour le deuxième semestre de cette année, très positifs.

Par ailleurs, même si les taux d'intérêt sont proches d'un plancher, il est raisonnable de croire qu'il n'y aurait pas de hausse dramatique de leur structure. En effet, le spectre inflationniste ne semble pas vouloir se manifester sérieusement.

La bourse

Parmi les faits qui portent à croire qu'il s'agit d'un véritable marché boursier, il faut retenir que la semaine dernière, il s'est transigé à la Bourse de New-York un volume record de titres, soit un milliard d'actions.

Tous les participants sont présentement actifs, autant les institutionnels (les fonds de pension et les fiducies), qui placent à coup de millions, que les particuliers qui renforcent la théorie de la psychologie des foules.

D'autre part, malgré que le niveau des marchés soit historiquement élevé, il reste encore de la place pour l'amélioration si on se base sur le critère du cours-bénéfice. En effet, le Dow-Jones se transige à environ 17 fois les bénéfices alors que le niveau dangereux se trouve à 20.

Quant à l'analyse technique, elle nous montre que nous débutons la troisième vague, tant attendue par les spécialistes de ce type d'analyse. La première s'est manifestée entre septembre 1982 et 84 et la 2e avait recommencé en septembre 84 pour se terminer en mars 86.

Autre élément positif pour les Bourses nord-américaines: la forte croissance des marchés japonais et européens a siphonné nos capitaux et maintenant que les cours-bénéfices sont à bas très élevés, il serait plausible de croire que de forts capitaux pourraient revenir ici nourrir l'élan de nos marchés.

Maintenant ...

Tout ceci est très beau, mais il demeure qu'à court terme le marché est surévalué et il ne serait pas surprenant d'assister bientôt à une correction de l'ordre de 8 à 10%. Il vous faudra donc être très sélectif dans le choix de ses titres, du moins pour l'instant, car même si à long terme le potentiel à la hausse reste élevé, celui du court terme reste faible. Soyez donc prudent ... pour l'instant.

Pierre Lussier
Directeur de la recherche
Tassé et associés

SIGAMA USINAGE ET FABRICATION LTÉE

386, ST-LAURENT, CAP-DE-LA-MADELEINE
(819) 378-4011 - télex 05-837154



PRINCIPAUX PRODUITS ET SERVICES:

- (usine de 35 000 pi²)
- usinage de tous genres
- réparation mécanique
- travaux en soudure (A.C.N.O.R.)
- fabrication d'équipement industriel
- fabrication de rouleaux
- balance de rouleaux
- découpage au plasma

Dynamisme de l'entreprise

- acquisition récente de nouvelles machineries
- contrat de travail avec ses employés d'atelier (C.S.D.) renouvelé jusqu'au 27 janvier 1990
- programme de formation continue (en usine) pour tous les employés d'ateliers

BÂTIR ENSEMBLE UNE ENTREPRISE

D'AVENIR

L'économie québécoise repose en grande partie sur les petites et moyennes entreprises: ce sont elles qui créent le plus d'emplois et c'est par elles notamment que se manifeste la vitalité

des communautés locales et régionales. Tout comme les PME, le ministère de l'Industrie et du Commerce investit dans l'avenir. Il accorde une importance

primordiale à la concertation avec les entreprises; il les appuie et contribue à créer un environnement favorable à leur croissance.

Engagés dans la même voie, les PME et le ministère

de l'Industrie et du Commerce participent à la création d'une économie québécoise plus forte que jamais.



Québec

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE UNE PRIORITÉ POUR TOUS

La croissance de l'économie régionale reflète bien le dynamisme et l'esprit d'entreprise qui caractérisent les gens de chez-nous!



**Electro-Vision
(La Tuque) Inc.**

333, St-Joseph, La Tuque (Qué.) Tél.: 523-3737

Le programme Corvée-Nicolet

“La relance de l'économie de Nicolet est amorcée”

— M. André Aubin



Cette photo a été prise dans le nouveau développement multifamilial, appelé “Le Jardin des Soeurs” à Nicolet, soulignant que la ville de Nicolet a investi plus de 50% dans le développement des infrastructures. De gauche à droite: M. André Aubin, directeur du service de l'urbanisme; le mai-

re Rodrigue Duguay, de Nicolet; le conseiller Jean-Louis Charland, responsable de l'urbanisme, et l'entrepreneur en construction, M. René Courchesne, qui réalise en ce moment de nombreuses constructions multifamiliales à cet endroit.

(Studio J.-Guy Gauthier)

par Rita DOLAN-CARON

NICOLET — Le service de l'urbanisme de la ville de Nicolet, dirigé par M. André Aubin, remettait récemment au Nouvelliste un rapport du programme Corvée-Nicolet, englobant 1983 à 1986. Le bilan positif de ce programme de subventions à la construction résidentielle de la ville de Nicolet se résume comme suit: plus de \$5,500,000 en construction résidentielle; \$214,000 en subventions directes, et près de 200 logements construits.

On se rappellera que la ville s'est associée au programme Corvée-Habitation au milieu de 1983. Selon M. Aubin, tout a commencé modestement avec \$4,000 de subvention. Le conseil de ville a donc décidé par la suite de poursuivre son programme en 1984, mais avec un marketing plus élaboré et plus agressif.

C'est ainsi que les compagnies du parc industriel de Bécancour, en particulier l'A.B.I., ont reçu de la documentation sur la ville de Nicolet y compris la carte touristique et la liste des services offerts. Une rencontre a même été réalisée avec les dirigeants de l'A.B.I. afin de vendre les qualités de la ville. En 1984, le conseil de ville s'associe aussi à la Caisse populaire, ce qui permet de maximiser l'impact. En 1984 il y a eu 64 logements construits, dont 60 de type locatif, représentant près de \$1,500,000 d'investissements.

M. Aubin mentionne que beaucoup de gens ont cru, à cette époque, que plusieurs y laisseraient leur chemise du

fait qu'on injecterait 60 logements locatifs d'un même coup. Pourtant, à la fin de 1985, les 60 logements étaient construits et étaient loués à 99%.

Pour prolonger cet impact du programme le conseil de ville organise une rencontre avec les principaux promoteurs afin d'obtenir un consensus autour du programme Corvée-Nicolet. De concert avec la Caisse populaire de Nicolet, un programme de publicité fut établi afin de rejoindre le maximum de clientèle. En 1985 il y a eu dix maisons unifamiliales, quatre duplex et un bloc de huit logements, tout cela représentant un montant de près \$1,000,000 d'investissements.

Les effets se sont fait le plus sentir en 1986 où on souligne qu'il y a eu 100 logements de mis en chantier pour un total de subvention, de la part de la ville, de \$110,000. C'est une année record pour ce qui a trait au nombre de logements construits. En terme d'investissements, cela représente \$3,048,000.

Dans son rapport, le directeur du service de l'urbanisme mentionne que ce succès n'est pas étranger à l'implication de la ville dans le développement puisqu'en surplus du programme Corvée-Nicolet la ville investissait pour plus de 50% dans le développement des infrastructures du développement multifamilial appelé communément “Les Jardins des Soeurs”.

La ville de Nicolet a donc pu se créer une banque de terrains multifamiliale d'à peu

près 15 terrains pouvant accueillir environ 180 nouveaux logements. Le potentiel y étant, déclare le directeur André Aubin, les investisseurs avertis aussi, la relance de l'économie de Nicolet est amorcée et en voie de devenir des plus florissantes.

Téléphone: (819) 536-4667

J.C. TRÉPANIÉ

SERVICE DE CAMIONS VACUUMS

4811, rue 157 - VALMONT, Qué. - GOX 3J0

Spécialité: Nettoyage de réservoirs septiques

Ça vous dirait de réinventer la roue...?

S'il fallait chaque jour essayer de réinventer la roue, le monde n'aurait sûrement pas encore de voitures. Ni de trains, ni de vélos. Mais notre monde a évolué, à partir du moment où des gens ont compris qu'il fallait bâtir sur du solide.

Le C.A., le comptable agréé, voilà du solide sur qui bâtir. Qu'il travaille au sein de votre entreprise ou comme conseiller, il peut vous fournir la meilleure base de travail possible pour vous permettre de pousser plus loin vos idées. Que l'entreprise que vous dirigez soit petite ou grande, c'est à votre réussite que vous devez consacrer vos efforts, en investissant dans les talents de votre C.A.

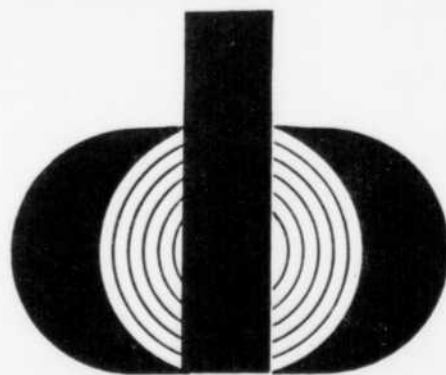
Et demandez-vous un instant ce qu'aurait bien pu faire Henry Ford sans la roue...

Ordre des comptables agréés du Québec

Avec un C.A., vous êtes en affaires!



CONSLIDATED BATHURST INC.



DIVISION BELGO SHAWINIGAN

UNE FORCE AU CENTRE-MAURICIE...

INVESTISSEURS DE 46 MILLIONS EN 1986

Principales réalisations:

- Toiles jumelées sur la machine no 6
- Atelier de pâte chimico-thermo-mécanique

Cet investissement nous permettra d'améliorer la qualité de notre produit - rentabiliser l'usine - consolider les emplois

Le COPERS travaillera sur des projets venant du milieu

TRILLIUM

UN SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE CONÇU POUR VOTRE P.M.E.



SOGETEL

Une compagnie de téléphone établie depuis 1922, vous offre toute la gamme des produits TRILLIUM. N'attendez plus!

Pour une consultation gratuite Prenez contact avec nous à **293-6125**

SOGETEL

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE TÉLÉCOMMUNICATION

par Roger LEVASSEUR

BÉCANCOUR — Faire de la prospection pour la venue de nouveaux investisseurs sur le territoire continuera pour le Conseil de développement économique de la rive sud d'être une préoccupation constante en 1987. Dans cette optique toutefois, la recherche s'orientera en bonne partie dans le recrutement d'entreprises de sous-traitance utilisant surtout de l'aluminium et du magnésium.

Ainsi, Mme Lise Brouillette, commissaire industrielle au COPERS, a expliqué au Nouvelliste qu'elle était en pourparlers avec une entreprise de moulage de produits d'aluminium et de magnésium. "Il est à souhaiter que cela débouche sur du concret. Il faut cependant comprendre que cette prospection sera encore facilitée lorsque Norsk Hydro sera en phase de production à Bécancour", a noté Mme Brouillette.

cherchera des subventions pour la mise en valeur de cette richesse patrimoniale et touristique.

A Baie-du-Febvre, l'effort portera sur le projet de création d'un centre d'interprétation de l'agriculture avec 1990 comme échéancier final.

Pour Daveluyville, on fera de la prospection d'investisseurs pour remplir les bâtisses libres et on travaillera à l'expansion des entreprises en place. On s'est donné 1995 pour tout cet effort de prospection et de consolidation.

Ce qui retient l'attention à Nicolet c'est la réalisation souhaitée d'un motel industriel. Avec le comité industriel de Nicolet, le COPERS établira des stratégies visant la pleine location du motel. On souhaiterait le début de construction du motel industriel dès ce printemps.

Le COPERS entend également apporter son coup d'épaule à la



(Photo Roger Levasseur)

Le président, M. Michel Labelle.

Concernant la venue de la compagnie norvégienne, des contacts étroits sont établis avec les dirigeants de façon à démystifier leurs besoins auprès des entreprises locales.

Un des points sur lesquels travailleront les gens du COPERS sera de chercher des entreprises embauchant de la main-d'œuvre féminine, de façon à intéresser le travailleur d'A.B.I. ou de Norsk Hydro à s'établir sur la rive sud plutôt que sur l'autre rive.

Projets précis

Par ailleurs le COPERS s'est donné un calendrier d'actions concrètes pour 1987. Pour la ville de Bécancour, on collaborera au maximum pour la délimitation claire de zones industrielles. "Une entreprise était intéressée à s'établir dans le parc industriel de Sainte-Georgette, mais comme le terrain choisi appartient à un particulier et que ce dernier hésite à vendre immédiatement, le projet s'en trouve paralysé", a mentionné la commissaire industrielle.

Pour Bécancour toujours, on s'efforcera de faire du centre d'incubation industriel de Gentilly un véritable centre de ce nom, avec les divers intervenants. Si l'on devait échouer, il faudra penser à en créer un autre véritable dans le genre de celui de Grand-Mère.

Avec les gens de Saint-Grégoire, on travaillera à délimiter et développer un parc industriel à cet endroit.

Pour le moulin Michel, on apportera de l'aide technique et on re-



(Photo Roger Levasseur)

La commissaire industrielle, Mme Lise Brouillette.

roue dans les efforts qui sont faits pour la création d'un Musée des Religions dans la ville des Clochers.

Pour Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, on parle de prospection d'investisseurs et aide à leur implantation, soutien à l'expansion des entreprises en place dans la zone industrielle.

Pour le secteur de Sainte-Angèle-de-Laval, en collaboration avec le comité du quai et les investisseurs impliqués, le COPERS aidera à l'implantation et au démarrage d'une auberge.

A l'est, relativement à la marina de Deschailons, le Conseil de développement économique de la rive sud collaborera avec le milieu pour l'ajout d'un nouveau parc de stationnement pour bateaux de plaisance et d'un relais de ravitaillement aux infrastructures actuelles. Toujours avec les intervenants locaux, on oeuvrera à l'accroissement de ce potentiel touristique unique.

Avec les MRC de Bécancour et de Nicolet-Yamaska, on travaillera à la mise en place d'un réseau touristique dans ces deux MRC, en utilisant les ressources du milieu.

Comme le soulignait le président du COPERS, M. Michel Labelle, l'action de l'organisme portera sur beaucoup d'autres points. "Nous mettons actuellement des énergies sur des projets très précis, mais il est facile de comprendre qu'on ne peut en dévoiler la teneur, de peur de les voir s'envoler pour d'autres régions", a-t-il expliqué.

"Bécancour maintenant équipée pour recevoir Norsk Hydro"

par Roger LEVASSEUR

BÉCANCOUR — L'implantation d'une usine gigantesque comme celle de l'Aluminerie de Bécancour inc. aura constitué pour les autorités municipales et les intervenants économiques une première expérience. Il ne faut pas se le cacher, à bien des niveaux le milieu ne savait pas trop comment agir et était en quelque sorte dépassé par l'ampleur du nouveau citoyen.

Dans l'esprit du conseil municipal de Bécancour on désire toutefois que cette expérience avec A.B.I. soit enrichissante et qu'elle contribue à polir les actions en vue des autres, en particulier Norsk Hydro.

Le maire Jean-Guy Dubois exprimait au Nouvelliste qu'au point de vue logement, Bécancour était aujourd'hui mieux équipée. "Si on se souvient d'A.B.I., à un moment donné, il n'y avait plus aucun logement, aucune chambre, pas le moindre garde-robe disponible. Depuis lors, il y a eu beaucoup de construction, que ce soit des maisons unies ou multifamiliales. Présentement il y a peut-être une centaine de logements vacants sur tout le territoire de Bécancour. Les propriétaires n'ont toutefois pas à s'en faire car, dans quelques semaines, toutes les places seront encore remplies", a expliqué le maire Dubois.

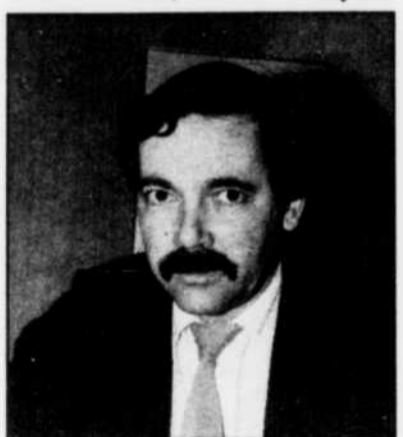
Pour 1987, le premier magistrat de Bécancour conçoit bien que les 600 ou 700 emplois engendrés par Norsk Hydro seront temporaires, soit des travailleurs de la construction. Il note toutefois qu'à chaque chantier important la région récupère toujours un pourcentage de travailleurs de construction qui décident de s'établir à Bécancour. "Il y a des employés de compagnies sous-traitantes de l'extérieur qui, à la fin de leur contrat à l'A.B.I., ont choisi de demeurer à Bécancour parce qu'ils savent que c'est la région du Québec qui se développera probablement le plus au point de vue construction, dans les prochaines années. Ce sera sûrement la même chose avec Norsk Hydro", souligne M. Dubois. Il mentionne également que même s'ils sont majoritairement temporaires, les emplois de la construction sont très intéressants pour un milieu puisqu'ils contribuent à faire tourner l'économie de chaque jour, principalement au niveau des services.

Industries secondaires

Le maire de Bécancour croit d'autre part que l'année 1987 est l'année numéro un dans la prospection d'industries secondaires et tertiaires. "A.B.I. et Norsk Hydro ne sont plus des rêves. Il faut dès lors faire tous les efforts pour décrocher des industries qui transforment les produits de ces usines primaires. Nous avons confié une mission bien définie au Conseil de promotion économique de la rive sud

et nous y avons ajouté l'effort financier. Notre contribution au COPERS, qui était de \$14,000, sera cette année de \$30,000. Logiquement j'estime que la ville de Bécancour est alors en droit de s'attendre à des retombées bien concrètes", a poursuivi le premier magistrat.

Il juge également comme très important la recherche d'entreprises employant de la main-d'oeuvre féminine. "A l'ouverture d'une résidence pour personnes retraitées, le propriétaire a demandé du personnel féminin, et c'est incroyable



(Photo Roger Levasseur) Selon le maire de Bécancour, M. Jean-Guy Dubois, la ville fera tous les efforts pour profiter au maximum des retombées de Norsk Hydro.

le nombre de réponses qu'il a reçues. Il y a donc chez nous une main-d'oeuvre disponible pour des entreprises de couture, par exemple. La venue de telles industries pourrait faire d'une pierre deux coups en incitant le travailleur du parc industriel à s'établir sur notre territoire plutôt que sur la rive nord", a commenté le maire Dubois.

Dans les prochaines semaines, Bécancour veut commencer à mettre en application des recommandations de l'étude commandée en 1986 sur "Bécancour et son devenir". On veut également avec le COPERS établir un dépliant détaillé des entreprises du milieu et des produits offerts.

Se rapportant enfin au pourcentage d'employés du parc industriel de Bécancour demeurant sur la rive sud, le maire Dubois a confié que l'Aluminerie de Bécancour inc. en possédait 15% de 750. "C'est déjà intéressant, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que ce soit encore plus fort avec Norsk Hydro. Nous croyons très fermement, d'autre part, qu'à mesure que s'établiront des entreprises embauchant une main-d'oeuvre féminine et aussi que nos services se développeront, le pourcentage des travailleurs du parc s'établissant chez nous augmentera sensiblement", a conclu M. Jean-Guy Dubois.

— Le maire Jean-Guy Dubois

Voulez-vous créer votre propre entreprise? Parlez-en à votre comptable agréé.

L'Ordre des comptables agréés du Québec met à votre disposition une brochure sur les services offerts par les comptables agréés. Pour recevoir cette brochure, veuillez remplir le coupon ci-dessous et le faire parvenir à l'adresse indiquée.



Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

ORDRE DES
COMPTABLES AGRÉÉS
DU QUÉBEC
680, rue Sherbrooke ouest
7^e étage
Montréal (Québec) H3A 2S3
Téléphone: (514) 288-3256

Ordre
des comptables agréés
du Québec

Avec un C.A., vous êtes en affaires!



NOU 24 OCT

PARTOUT IRREPLACABLE... à l'atelier, au bureau, à la salle de conférences et de spectacles, au centre sportif, à l'aréna, au marché d'alimentation, au restaurant... OUI PARTOUT IRREPLACABLE...

Savourez
Larochelle

POUR QUELQUES
SOUS PAR JOUR,
SAVOUREZ UNE
EAU CLAIRE
ET SANS
ARRIÈRE-GOÛT
ET QUI SE
CONSERVE
L'ANNÉE DURANT



373-0080

VENTE ET LOCATION
DE REFROIDISSEURS

ESSAYEZ LAROCHELLE ET RETROUVEZ

LE PLAISIR DE BOIRE DE L'EAU

De grandes préoccupations pour l'agriculture en 1987

CODEL



CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION DE LOUISEVILLE

L'entrepreneurship a sa place dans Maskinongé

- EXCELLENTE MAIN-D'OEUVRE
- PARCS INDUSTRIELS et SECTEURS COMMERCIAUX

Nos industriels, de véritables chefs de file dans leurs secteurs d'activité respectifs!

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION	MINE DE GRANITE
PRODUITS CHIMIQUES	AQUA CULTURE
MEUBLES	IMPRIMERIE
NUANCIERS et PRODUITS	ALIMENTS et BOISSONS
CAPILLAIRES	

Robert Lalonde
commissaire
industriel

121, Petite-Rivière, Louiseville
Tél.: 228-2744

par Roger NOREAU

CAP-DE-LA-MADELEINE — L'année 1987 s'annonce assez préoccupante pour l'agriculture québécoise et les producteurs agricoles de la région ne sont pas sans être touchés par les grandes préoccupations du milieu agricole. Le libre-échange Canada-Etats-Unis demeure le gros point d'interrogation pour l'agriculture canadienne en général et au Québec, l'intention du ministre Michel Pagé de porter le nombre des programmes d'aide du ministère de l'Agriculture de 60 à 9 ajoute à cette préoccupation.

Il n'est pas question pour les Fédérations de l'UPA de Nicolet et de la Mauricie d'accepter sans opposition les projets de Québec ou d'Ottawa qui viendraient perturber l'agriculture et qui pourraient la faire disparaître, par exemple, les négociations de nouvelles ententes commerciales avec notre voisin du Sud.

Quant aux intentions du gouvernement du Québec en matière agricole, elles seront connues en mars seulement, comme l'indiquait le ministre de l'Agriculture au dernier congrès de l'Union des producteurs agricoles en décembre dernier à Québec.

Des changements

Des changements importants devraient surgir en 1987 dans la pratique de mise en marché des produits agricoles par l'implantation des encans électroniques dans la vente du boeuf et du porc et aussi par l'implantation de plans conjoints dans des productions où ces plans n'existent pas.

Il est aussi possible que les divers marchés agricoles domestiques s'ouvrent davantage à des échanges entre les provinces canadiennes, particulièrement dans des productions spécialisées comme les

céréales, les grains, le lait et le poulet.

Quant à la production maraîchère de petits fruits et de légumes, elle sera encore sujette aux contraintes des marchés extérieurs et des importations.

La concurrence de l'Europe verte ou des pays de la Communauté européenne (CEE), qui sont favorisés par l'octroi gouvernemental de subsides à l'agriculture, est aussi une bataille que devra mener l'agriculture canadienne et américaine en 1987. Ce phénomène se fait sentir déjà quelques années chez les producteurs agricoles des Etats-Unis où on compte plus de 50.000 faillites. Cette situation devrait normalement forcer les deux pays à réviser l'ensemble de leurs politiques agricoles et les amener à une plus grande vigilance au niveau des balances commerciales et du commerce extérieur.

D'autres facteurs

Enfin, d'autres facteurs, en dehors des facteurs climatiques, pourraient avoir une influence sur les diverses productions agricoles au Québec en 1987. D'abord, le problème de financement des exploitations agricoles n'est pas encore réglé et le milieu revendique des améliorations autant du gouvernement provincial que du gouvernement fédéral qui devront ajuster leur politique d'aide à l'agriculture aux besoins actuels et aux conditions des marchés autant domestiques qu'extérieurs.

Le problème de la relève agricole demeure entier tant et aussi longtemps que les jeunes qui désirent acquérir une exploitation agricole ne trouveront pas plus facilement le financement nécessaire et des facilités de remboursement qui colleront à leur capacité de production, de mise en marché et d'écoulement des stocks produits.



CONSOLIDATED - BATHURST INC.
DIVISION LAURENTIDE DE GRAND-MÈRE

**UNE PRÉSENCE ACTIVE
DANS NOTRE RÉGION**

PRODUCTIVITÉ
SÉCURITÉ • QUALITÉ



L'économie canadienne en 1987

Une croissance légèrement supérieure à celle des États-Unis

L'économie américaine a fluctué en dents de scie en 1986. Le premier trimestre (+ ou - 3.8%) et le troisième (+ ou - 2.7%) ont enregistré de bonne progression. Par contre, le deuxième trimestre n'a été que de + ou - 0.6% et le quatrième devrait être plus faible que le troisième. Le taux d'épargne aux États-Unis est historiquement à son plus bas niveau et l'endettement très élevé.

Compte tenu de ces deux facteurs, la réforme fiscale américaine, même si elle réduit les impôts, ne devrait pas permettre une augmentation importante des dépenses des consommateurs. En fait, la croissance devrait principalement provenir des exportations de produits manufacturiers qui sont nettement plus compétitifs dû au fait que le dollar américain a fortement fléchi par rapport aux autres monnaies au cours des derniers trimestres.

Par conséquent, la balance commerciale devrait aussi s'améliorer grâce à une augmentation des exportations et une diminution des importations. Bref, nous entrevoyons un début lent suivi d'une reprise plus accélérée au cours des deux premiers trimestres de 1987 et une progression de 2.5% pour l'ensemble de 1987.

Au Canada, notre croissance a été plus régulière en 1986 et devrait atteindre 3.2%. Pour 1987, grâce à l'apport de nos exportations, notre progression devrait à nouveau être légèrement supérieure à celle des États-Unis et nous entrevoyons 3% pour l'ensemble de l'année.

Taux d'intérêt

Le Japon a baissé son taux d'escompte de 3.5% à 3%. Le ralentissement actuel de l'économie américaine devrait possiblement permettre une baisse au cours de prochaines semaines de l'ordre de 1 à 2% à 1% du taux d'escompte américain qui est actuellement de 5.5%.

Par la suite, les taux d'intérêt à court terme devraient avoir une légère tendance à la hausse. Les prévisions d'une augmentation des taux à moyen et long terme pour la fin de 1986 ont été reportées de quelques mois dû à la faiblesse de l'économie.

Ils pourraient même baisser quelque peu avant d'augmenter à nouveau vers la deuxième moitié du premier trimestre de 1987, ce qui devrait coïncider avec une économie plus forte. Au Canada, les taux d'intérêt à court terme devraient continuer à être de près de 3% plus élevés qu'aux États-Unis pour soutenir la valeur de notre devise. Le dollar canadien devrait être légèrement plus ferme et osciller principalement entre 72 et 73 cents US au cours de prochains mois.

L'inflation n'a pas été en 1986 un facteur dans l'évolution des taux d'intérêt et devrait aussi être un facteur négligeable en 1987. En effet, nous prévoyons aux États-Unis une augmentation de l'indice des prix à la consommation de 2% en 1986 et de 3.5% en 1987, au Canada de 4.1% à 4.5%.

Marché boursier

L'ensemble des bénéfices pour les 30 compagnies de DJII (marché américain) devrait être de \$127 en 1986 et de \$156 en 1987 (une progression de 22.8%).

Les bénéfices des 300 compagnies qui forment le TSEC (marché canadien) devraient atteindre \$190 en 1986 et nous prévoyons \$220 pour 1987 (une progression de 15.7%).

Les secteurs cycliques sont les plus susceptibles de connaître des gains appréciables, notamment les secteurs reliés à l'exportation (mines et métaux, or et produits forestiers) à l'exception du secteur pétrolier, à moins que le prix mondial du pétrole se maintienne à près de \$18 US le baril; également le secteur des produits industriels devrait également connaître une bonne progression.

Les compagnies les plus susceptibles de réaliser une bonne augmentation dans leurs cours en bourse en 1987 sont celles qui devraient afficher une croissance de plus de 15% de leur bénéfice par action par rapport à 1986. De plus, elles jouissent d'une bonne administration et d'un bilan fort qui leur permet de procéder à des acquisitions intéressantes.

En résumé, les marchés boursiers, après avoir connu une pause et quelques corrections à la baisse, devraient être capables d'atteindre de nouveaux sommets en 1987.

L'objectif à la hausse pour le DJII (marché américain) se situe à 2150 et pour le TSEC (marché canadien) à 3400. Les niveaux de résistance à la baisse nous apparaissent être de 1800 et 1600 sur le DJII et 2900 et 2750 sur le TSEC.

Jean-Paul Massicotte, directeur,
Lévesque, Beaubien, inc.

Desjardins plus de 1400 accès sur l'avenir



Des services-conseils pour vous aider

Les conseillers Desjardins sauront vous simplifier les choses. Ils vous proposeront le REER (régime enregistré d'épargne-retraite) qu'il vous faut, dans des formules souples, performantes... et sans tracasseries inutiles.

Un placement avantageux et des économies d'impôt

Le REER Desjardins constitue un placement sûr; il vous offre un excellent rendement pour l'avenir, tout en vous faisant économiser de l'impôt.

Votre caisse Desjardins, tout près de chez vous C'est rassurant de savoir que vos économies sont là, tout près de chez vous, à votre caisse Desjardins.

REER DESJARDINS

tellement
populaire
au Québec



La caisse populaire
Desjardins

Domiciliaire: un plafonnement est prévu

par Jacques GINGRAS

TROIS-RIVIÈRES — La construction domiciliaire devrait connaître une certaine diminution voire un ralentissement certain en 87. Les hauts taux de vacance dans les logements multiples vont en effet inciter bien des entrepreneurs et des acheteurs à modérer leur élan.

Ce sera particulièrement vrai dans la ville de Trois-Rivières-Ouest, où la construction a atteint un sommet. Le taux de vacance est d'ailleurs très élevé dans cette ville, surtout dans le bas de la Côte Richelieu, près de l'hôtel de ville.

Le directeur du bureau des permis, M. René Bourassa, a mentionné que la ville avait émis 209 permis pour des maisons neuves pour une valeur de \$13,5 millions. Certaines fort dispendieuses à \$125,000 ou \$225,000 dans le prolongement de la terrasse rue des Pins. Mais le gros coup a été porté dans le multi-logements avec 40 permis pour 284 unités de logements surtout des 4½ pièces pour une valeur de \$7 millions.

A Trois-Rivières

Dans la capitale régionale, le directeur du bureau des permis, M. Jean-Louis Goneau, s'attend à un certain fléchissement dans le domiciliaire. Après tout, la ville vient de connaître une très bonne année et la conjoncture nécessite un temps d'arrêt.

Selon lui, le logement multiple va diminuer mais l'unifamiliale devrait continuer sur sa lancée. En 86, il s'est construit 137 bungalows et 517 unités de logements divers, pour une valeur de \$27 millions. De plus, les propriétaires ont fait des

rénovations pour \$7 millions.

Dans la ville de Cap-de-la-Madeleine, on a connu le même phénomène, et là aussi on s'attend à un ralentissement. M. Denis Durand, directeur adjoint de la planification, faisait part de l'émission de 181 permis pour des unifamiliales, dont la valeur a atteint \$11 millions.

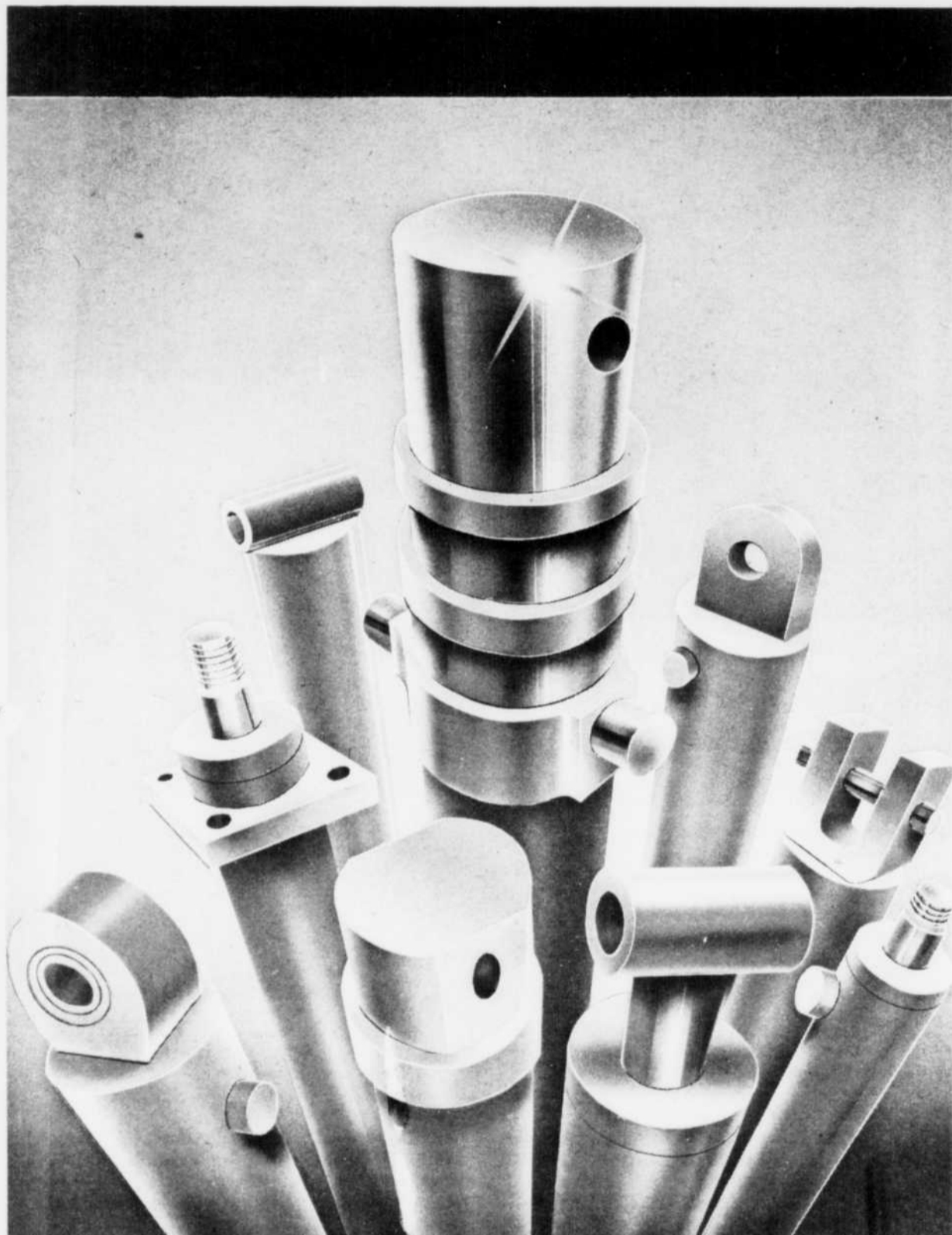
Parallèlement à cela, il s'est construit 127 logements pour un montant de \$2,7 millions. Là aussi on croit à une diminution sensible.

Même chose à l'APCHQ

Du côté de l'APCHQ, on entend sensiblement le même son de cloche, ainsi que chez quelques entrepreneurs. Il va falloir être prudent avant de se lancer dans de grands projets. Mais il ne faudra pas croire que la construction va tomber au neutre en 87.

Déjà certains projets sont connus et en marche. Il y a celui de René Piché en bordure de la Saint-Maurice, près du pont; aux 50 habitations de René Marchand, dans Châteaudun; à Gilles Chainé qui multiplie les chantiers à Trois-Rivières-Ouest; à Denis Milette, un jeune qui construit 40 unités près du poste de police rue Rochefort; aux frères Matteau, en bordure de l'autoroute, etc., etc.

Il ne faut pas oublier la rive sud où le domiciliaire est en plein essor dans différents secteurs de Bécancour tout comme dans l'agglomération de Nicolet. Bref, des dizaines de millions en chiffres d'affaires et des milliers d'emplois auxquels il faut ajouter tout le commercial et l'industriel, plus importants encore.



L'EXCELLENCE DANS LE DOMAINE DE L'HYDRAULIQUE

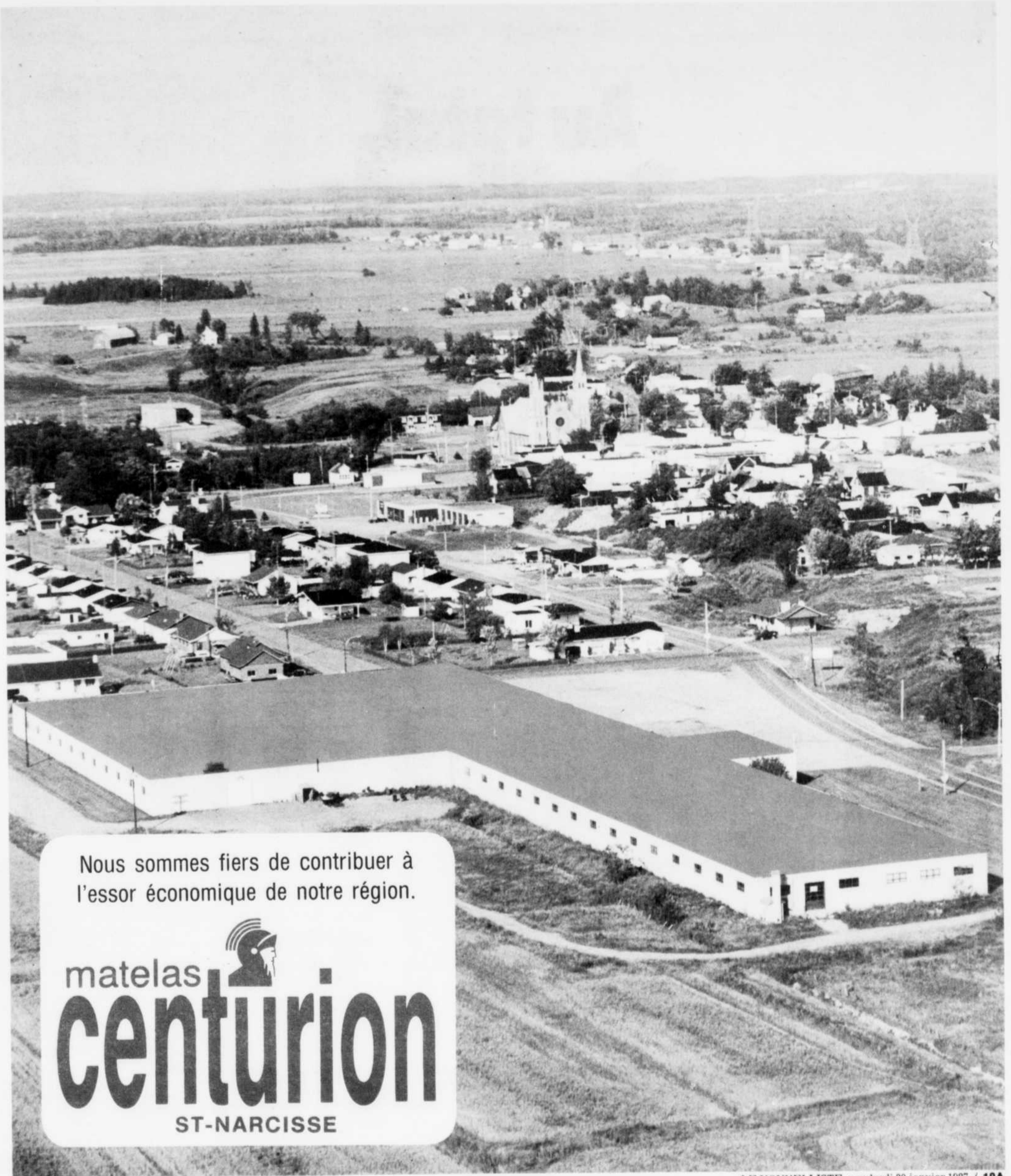
C'est le but visé par notre entreprise depuis déjà trente ans. Pour atteindre un tel niveau, nous avons misé sur un personnel expérimenté, un outillage à la fine pointe de la technologie et sur vous!

LES VERINS LESSARD...
Robustes et Fiables, ils ont gagné la confiance de milliers d'utilisateurs.



LESSARD MACHINERIES INC.
1025, rue Principale
St-Wenceslas, Qué. G0Z 1J0
Tél.: (819) 225-4611 Téléx: 05-837328



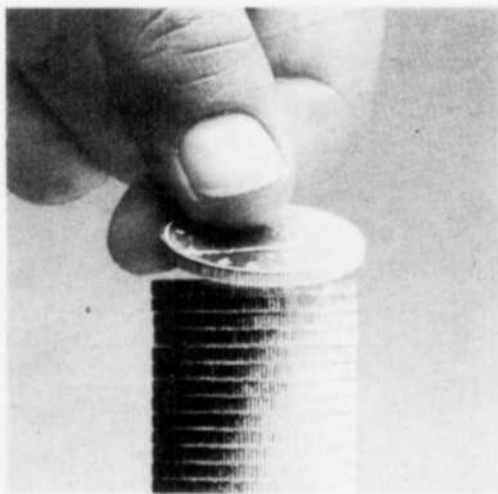


Nous sommes fiers de contribuer à
l'essor économique de notre région.

matelas 
centurion
ST-NARCISSE

Au total, 2 milliards injectés chaque année dans notre économie

Hydro-Québec, une des plus importantes sociétés de services publics du monde, injecte chaque année plus de 2 milliards de dollars au Québec. Grâce à ses achats de biens et de services, elle soutient annuellement plus de 55 000 emplois directs et indirects. Elle contribue ainsi largement à notre prospérité. Hydro-Québec est également un moteur de notre



développement. Avec ses tarifs, parmi les plus bas en Amérique du Nord, elle attire chez nous de nouvelles entreprises, et donne à celles qui y sont déjà un avantage important vis-à-vis des concurrents étrangers. Dynamisme industriel et technologies nouvelles: une autre façon pour Hydro-Québec de contribuer à notre qualité de vie.

L'ÉLECTRIFICITÉ



Beaucoup d'investissements viendront du milieu

par Jean-Marc BEAUDOIN
TROIS-RIVIERES — C'est moins en se référant aux multiples dossiers qui s'accumulent dans son bureau de commissaire industriel qu'en analysant plutôt le climat de confiance et l'esprit d'entreprise qu'il observe dans le milieu que M. Guy Julien, directeur général de la Corporation économique de développement industriel et commercial de Trois-Rivières-Cap-de-la-Madeleine, aborde les perspectives de 1987.

Beaucoup d'expansions

"L'année qui s'amorce devrait surtout être marquée par de nombreux projets d'expansion des entreprises déjà installées chez nous. On sent chez nos entrepreneurs, et les consultations que nous menons au bureau le confirment tous les jours, un désir prononcé d'accroître les productions pour s'accaparer de nouveaux marchés, pour rencontrer de nouveaux contrats."

"On ne sent plus, poursuit M. Julien, ce climat de morosité qui a marqué le milieu industriel vers 1982 et qui s'était prolongé. Nos hommes d'affaires apparaissent plus déterminés que jamais, plus ambitieux et plein d'appétit. Mais tous ces projets d'expansion qu'ils entretiennent sont empreints de réalisme et de prudence. On cherche à prendre plus de place dans les marchés, mais on le fait avec rationalité."

On peut comprendre que là-dessus, les entrepreneurs ont retenu les leçons de la crise économique et qu'ils veulent gérer avec vigueur, mais sagesse, leur croissance."

Des facteurs

La faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain continue de jouer en faveur des entreprises qui entretiennent des marchés d'exportation, et elles sont passablement nombreuses dans la région. D'autre part, le loyer de l'argent reste très bas et encourage les projets d'expansion. Beaucoup d'entrepreneurs veulent saisir l'occasion.

Nouveaux investissements

M. Julien observe aussi qu'il faut s'attendre en 1987, en plus des expansions anticipées, à beaucoup de nouveaux investissements réalisés par des hommes d'affaires de la région. "Nous avons bien sûr dans les dossiers sur lesquels nous travaillons des projets qui impliquent des capitaux extérieurs, et certains de ces projets sont très importants. Nous maintenons des efforts soutenus de ce côté. Mais nous assisterons en parallèle, et de façon très significative, à la mise sur pied de nouvelles entreprises par des hom-

mes et des femmes d'affaires du milieu. Nos dossiers en témoignent."

Redéploiement

Pour le commissaire industriel,

l'esprit qui s'est développé dans le milieu, le resserrement des liens entre les entrepreneurs auquel la Cédie n'est pas étrangère, l'entrepreneurs, le goût d'entreprendre, de réussir, tout cela est des

plus rassurants et prometteurs, et va assurer, ce qui est déjà amorcé, la relance et le redéploiement de l'activité industrielle dans la région et le développement de l'économie dans son ensemble.



(Flageol Photo — Claude Descheunes)
M. Guy Julien



JEAN-GUY DUBOIS
MAIRE



JACQUES BLONDIN
CONSEILLER



HENRI BOUDREAU
CONSEILLER



GILLES COMEAU
CONSEILLER



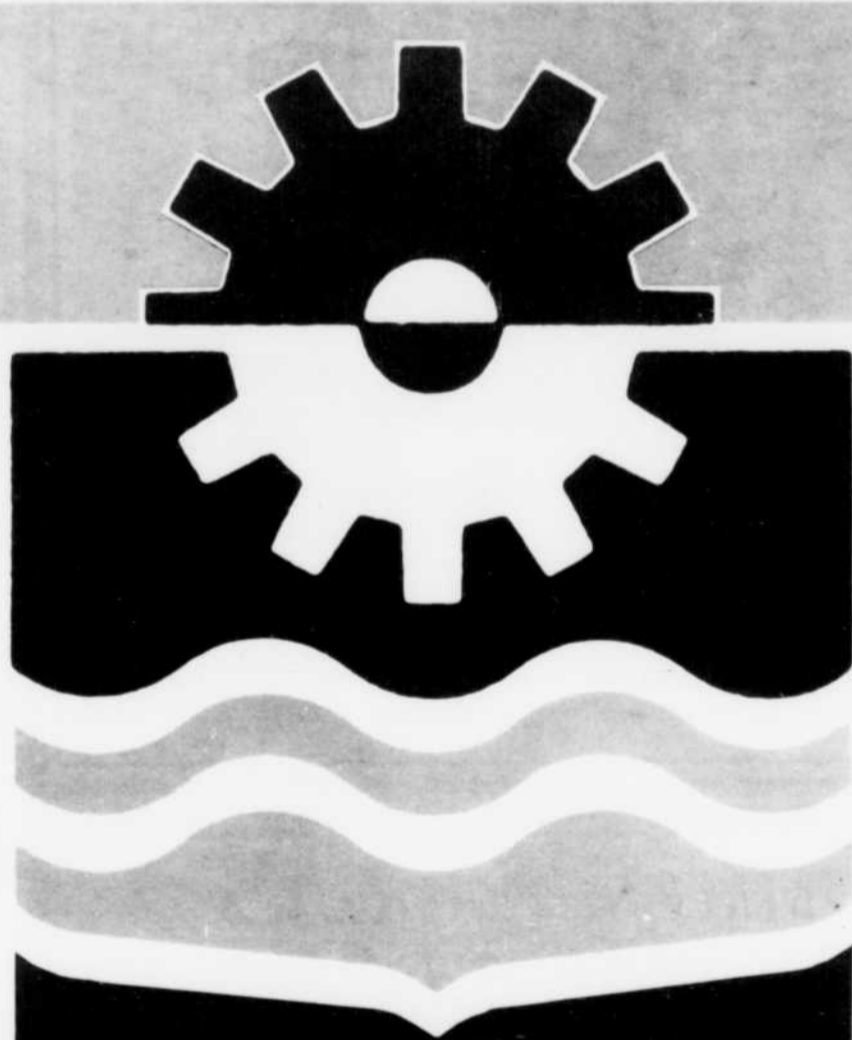
RAYMOND CORMIER
CONSEILLER



GILBERT MAILHOT
CONSEILLER



JEAN-PAUL PÉPIN
CONSEILLER



*A Bécancour, on bâtit
une ville... et on a
une place pour vous!*

VILLE DE
BÉCANCOUR
1295 NICOLAS-PERROT, BÉCANCOUR
G0X 1B0 — Tél.: (819) 294-6671

L'économie canadienne devrait s'améliorer

La Fédération de l'UPA de Nicolet joue depuis sa fondation en 1930, un rôle d'une importance primordiale pour l'agriculteur. Ce regroupement qui compte quelque 4 600 producteurs agricoles constitue une force qui s'exerce sans cesse en vue du bien-être de ses membres et qui vise à l'amélioration constante de l'industrie agricole. L'importance de l'agriculture dans la vie économique de notre région est indiscutable et chaque membre de l'UPA peut être fier de la place qu'il occupe dans notre société en constante évolution.



JEAN-MARC LAVIGNE
Directeur régional



REJEAN ST-PIERRE
Président



**UNION DES PRODUCTEURS
AGRICOLES**

79, PLACE 21 MARS, NICOLET
293-5838

NOUS SOMMES HEUREUX
DE PARTICIPER À LA
CROISSANCE ÉCONOMIQUE
DE NOTRE RÉGION
ET D'AMÉLIORER AINSI
NOTRE QUALITÉ DE VIE

GERARD CRÊTE & FILS INC.
— SCIERIES —

ST-SÉVERIN-DE-PROULXVILLE, CTÉ CHAMPLAIN, QUÉ.

(418)365-7501

L'économie canadienne ne donnait guère sujet à réjouissance à la fin de l'année car les ventes au détail avaient baissé en octobre et ne semblent pas s'être beaucoup améliorées en novembre et décembre.

Le chômage était au niveau décourageant de 9,4% en novembre mais les mises en chantier résidentielles étaient relativement élevées, au niveau annualisé de 221.000 en octobre ou 11,6% au dessus du chiffre d'il y a un an, bien qu'en léger recul sur les 241.000 de septembre.

La remontée du prix du pétrole est un bon signe pour les provinces de l'Ouest alors que pour la plupart des autres produits miniers, le cycle semble être revenu sur la courbe ascendante mais ne se rétablit que très modérément. Les prix des céréales sont toujours sous pression par suite de la forte concurrence internationale et des fortes subventions payées à l'étranger.

Dans l'ensemble, nous estimons que l'économie canadienne connaîtra une croissance qui sera plus lente que celle des Etats-Unis et qui pourrait se chiffrer à environ 2%.

Marché des obligations

Du côté américain, le marché reflète l'optimisme des intervenants malgré de récentes statistiques économiques négatives pour les obligations. Cette tendance repose sur la conviction que la croissance économique sera très modérée durant le présent trimestre, à la suite de l'application des nouvelles lois fiscales. De nombreux analystes croient ainsi que la consommation et les investissements seront nettement à la baisse pour les prochains mois. Les rendements des Treasuries se retrouvent donc à leurs niveaux les plus bas depuis un mois.

De son côté, le marché canadien véhicule la même tendance. Toutefois, l'intérêt accru des investisseurs domestiques et étrangers entraîna une hausse plus importante des cours des obligations canadiennes.

Nous recommandons toujours l'achat de titres échéant à moins de dix ans.

Marché des actions

L'indice des valeurs industrielles de Toronto est resté à peu près inchangé en 1986, ne progressant que de 5,7% dans l'année, l'inflation comptant pour 3,5% sur ce chiffre. Cependant, derrière cette façade immobile, la performance des divers groupes présentait des divergences très vives.

Il est donc probable que le marché des actions passe maintenant par une période de consolidation quoiqu'il n'y ait pas encore de signes qu'il ait atteint son sommet. Notre attitude reste prudemment optimiste pour les prochains mois et nos recommandations porteront surtout sur des actions avec un multiple raisonnable et si possible, un rendement satisfaisant.

Mines et métaux

Dans l'aluminium, le cuivre et le zinc, la demande mondiale sera plutôt stable et malgré la baisse lente des stocks, les prix ne se raf-

fermirent pas beaucoup.

Aurifères

Notre position sur la hausse à long terme du prix de l'or, demeure inchangée. Le court terme est toujours plus incertain. Pour l'instant, le cours de l'or bénéficie d'une tendance à la baisse des taux d'intérêt et de la réorganisation des portefeuilles des Européens qui veulent ainsi protéger les gains acquis par la réévaluation de leurs monnaies.

Pétroles et gaz

La dernière tentative de l'OPEP pour faire monter le prix du pétrole s'avère plus heureuse que l'on ne le prévoyait et elle a maintenant reçu l'appui d'importants exportateurs non-membres de l'OPEP comme la Norvège, le Mexique et l'Union soviétique.

Les cours des actions ont déjà réagi en conséquence mais pourraient encore présenter quelques chances à la hausse dans l'avenir immédiat.

Produits forestiers

Le secteur des papiers et produits forestiers a connu une année extraordinaire en 1986.

En ce qui concerne 1987, une certaine prudence s'impose et la sélectivité est de rigueur. Pourtant, nous sommes d'avis que le secteur connaîtra à nouveau une bonne année, sans être extraordinaire, et que la plupart des compagnies de ce secteur va réaliser des bénéfices de 25% à 35% plus élevés par action qu'en 1986.

Produits industriels

Le secteur des aciéries ne s'améliorera pas rapidement et le prix des actions pourrait encore fléchir avec la publication des résultats de 1986.

Services publics et pipelines

L'année 1986 a été décevante pour les valeurs des services publics et les pipelines. Surtout les pipelines ont été durement frappés par l'effondrement des prix du pétrole au courant de l'année.

Pour les deux secteurs en question, nous prévoyons un certain redressement en 1987 et une meilleure performance que l'année dernière.

Communications

L'année 1987 sera une année de faible croissance pour les entreprises de communication. En effet, nous prévoyons un léger déclin dans les comptes de publicité nationale. Les câblodistributeurs connaîtront cependant une bonne croissance.

Services financiers

La performance des banques à charte a été très satisfaisante au cours des dernières semaines principalement parce que la reprise du prix du pétrole allège le risque des prêts accordés aux producteurs de l'Ouest et à tous les intérêts connexes.

Nous croyons donc que le secteur bancaire devrait avoir cette année un comportement meilleur que celui de l'année dernière.

Geoffrion, Leclerc, Inc.

Une fortune dans vos vieux papiers?

par Jacques GINGRAS

TROIS-RIVIERES — Lors d'un décès ou d'un déménagement, vous mettez la main tout à fait par hasard, ou en cherchant, sur de vieux papiers plus ou moins légaux: assurances, certificats de dépôts, obligations, ou pire encore des actions. Que faire? S'il est facile de démêler les cartes avec les premiers en voyant les bureaux appropriés, il en est autrement des certificats de vieilles actions. Ce n'est pas n'importe qui qui est en mesure de vous dire si ces vieux papiers de l'oncle Georges ou de l'époux valent la peine qu'on s'y intéresse.

Heureusement, il existe le Service d'informations boursières inc. dirigé de main de maître par Mme Micheline Massé, de Montréal, qui depuis 20 ans a permis à des milliers de personnes de récupérer de l'argent de titres dits périmés. En fait, cette mère de famille qui a commencé à collectionner les vieux certificats d'actions pour leur côté esthétique a vite changé d'orientation lorsqu'elle a constaté que plusieurs avaient encore une valeur marchande. C'est le cas, notamment, des mines.

C'est ainsi que son passe-temps s'est transformé en un travail de bénédictin qui porte fruits. En effet, elle a permis à ses clients de récupérer pas moins de \$2 millions au fil des ans, et la roue tourne toujours plus vite. Elle invite donc les gens qui héritent de vieux papiers à bien les faire évaluer avant de s'en débarrasser.

C'est d'autant plus vrai que même si une compagnie n'existe plus elle peut fonctionner sous un autre nom, c'est très fréquent. Croyez-le ou non, mais chaque année 600 firmes changent de nom pour une foule de raisons, dont des fusions. De plus, lorsque certaines cessent leurs activités, il y a souvent un fonds de réserve pour les détenteurs ignorant leur droit de réclamation.

Le travail de Mme Massé et son équipe consiste à faire des recherches, loin en arrière, pour découvrir la valeur des actions. Avec la fluctuation des prix des métaux, entre autres l'or et l'argent, certains certificats qui n'avaient plus de valeur, il y a cinq ans, en ont aujourd'hui. Il ne faut donc pas donner ou vendre ses papiers à vil prix, parce que vous n'en connaissez pas la valeur.

Il ne se passe pas une semaine sans que le Service d'informations boursières inc. remette un chèque de quelques centaines ou milliers de dollars à un client qui n'espérait pas grand-chose. Dans notre région, Mmes Margot Trépanier et Claire Loranger ont touché un montant intéressant après avoir confié leurs papiers au bureau de Mme Massé.

Celle-ci, qui était de passage au journal, invite les gens à faire attention entre autres aux titres reliés à la mine Malartic-Lac Minéral. Même chose pour des pétrolières qui, après avoir été inactives durant des années, ont repris l'exploitation dans les années 70, lors de la hausse des prix de l'or noir.

Le papier seul

Si certains certificats n'ont pas de valeur marchande ils peuvent, s'ils ont de la gueule ou quelque chose de spécial, vous rapporter quand même. Il existe, en effet, des collectionneurs de vieux certificats qui sont prêts à payer pour les obtenir.

Ce sont des scripophiles, et le bureau de Mme Massé, qui communique régulièrement avec un réseau international, peut vous



Mme Micheline Massé dirige le Service d'informations boursières.

faire toucher une jolie somme. Ces gens recherchent surtout les papiers avec un intérêt historique des gravures, la rareté etc.

Bref, avant de jeter quoi que ce soit, communiquer avec le Service d'informations boursières inc.

Vous pouvez passer par votre courtier, notaire, avocat, ou encore écrire à la case postale 120, Station K, Montréal, H1N 3K9. Pour des frais de recherche de \$50 et un pourcentage de 20% ou 30%, le SIB vous donnera l'heure juste, et qui sait, une petite fortune.

L'avenir du HAUT-ST-MAURICE



Au fil des années, la région a su reconnaître ses points forts. Ses priorités résident dans la rationalisation de l'exploitation de ses richesses naturelles et la diversification du secteur industriel. Le Haut-St-Maurice compte sur la haute technologie et sur la compétence de ses ressources afin d'accroître son essor économique.

LA VILLE DE LA TUQUE, UNE RÉGION...
POUR S'IMPLIQUER!

VILLE DE LA TUQUE

558, RUE COMMERCIALE, LA TUQUE - (819) 523-5110

Que nous réserve l'année 1987?

Peu à peu, le secteur extérieur et les investissements des sociétés relègueront au second plan la consommation et la construction domiciliaire. Aucun signe avant-coureur de récession ne vient assombrir les perspectives des marchés boursiers pour 1987. En outre, partout en Amérique du Nord, une conjoncture d'offre excédentaire ca-

ractérise les marchés des capitaux, du travail et des matières premières.

La croissance progresse à un rythme modeste sur fond de politique monétaire suffisamment relâchée et d'une situation neutre au plan fiscal. Aux États-Unis, la réforme fiscale, qui doit entrer en vigueur cette année, aura pour corollaire un repli des bénéfices des industries capitalistiques. Les projets d'investissements dans ce secteur ne devraient cependant pas être affectés sérieusement.

Les dangers qui semblent guetter l'investisseur nord-américain en 1987 sont une croissance réelle plus faible que prévu au premier semestre, si l'élan de la consommation est brisé avant que l'impulsion du secteur extérieur ne soit donnée, et la réapparition redoutée de la récession.

La conjoncture demeurera favorable au chapitre des taux d'intérêt et de l'inflation. Si un ralentissement de la croissance économique devait survenir, il serait léger et momentané.

L'économie nord-américaine doit la plus grande partie de sa croissance des deux dernières années à la vitalité des dépenses de consommation. Tout en étant d'avis que cette vitalité s'essouffera quelque peu en 1987, nous ne partageons pas les vues alarmistes de certains économistes. En effet, les retombées positives de la faiblesse des taux d'intérêt et des prix des produits pétroliers et agricoles conjuguées à une augmentation de la main-d'œuvre contribueront à maintenir le secteur de la consommation en bonne santé pendant la majeure partie de l'année.

Aux États-Unis, la baisse du taux d'imposition des particuliers issue de la réforme fiscale stimulera quelque peu la consommation. Par

ailleurs, l'élimination de l'exemption de la taxe de vente dans le revenu imposable des particuliers à compter du 1er janvier pourrait inciter les consommateurs à devancer au dernier trimestre de 1986 de achats importants prévus initialement pour le premier semestre de 1987.

Les secteurs de la construction résidentielle et des ventes d'automobiles étaient probablement à leur summum en 1986. Nous sommes confiants que le revirement tant attendu, particulièrement aux États-Unis, de la balance commerciale et un redressement des investissements viendront prendre la relève.

Les principaux exportateurs européens et japonais ont vu leurs bénéfices s'étioler au cours des derniers trimestres, ce qui devrait se traduire par une plus grande ouverture pour les importations sur les marchés nord-américains au cours de prochains mois.

Petit à petit, le secteur manufacturier nord-américain reflète des gains au chapitre des bénéfices, sinon des ventes, d'où une augmentation possible des dépenses consacrées au remplacement des usines et équipements désuets au cours du deuxième semestre de 1987.

Pour conclure, nous souscrivons à la thèse selon laquelle la croissance du PNB au Canada et aux États-Unis approchera les 2,5% d'une année à l'autre. Cela ne sera pas suffisant pour ranimer le spectre d'une escalade de l'inflation et des taux d'intérêt qui devraient se maintenir autour des niveaux actuels. Les planchers atteints récemment seront toutefois mis à l'épreuve l'été prochain.

Lucien Chevrette, directeur
McLeod Young Weir



DPM Thibeault, une filiale du groupe Lavo, est fier d'être installé à Trois-Rivières depuis 3 ans.

Pionnier dans son domaine, DPM Thibeault est aujourd'hui reconnu par l'excellence de ses produits. Sa production annuelle dépasse maintenant les 20 millions de livres de margarine.



MERCI À NOTRE
CLIENTÈLE

pour la confiance qu'elle nous accorde!

C'est grâce à cette clientèle, si nous connaissons un essor constant, qui nous permet de conserver une place enviable, dans la vie économique de la région.



OXYGÈNE VAL-MAURICIE LTÉE
2275, GIRARD, TROIS-RIVIÈRES, (819) 374-1755
602, FRIGON, SHAWINIGAN, (819) 539-3242

	1985A	1986E	1987E
Canada			
PIB réel	4.0%	3.3%	2.2%
Dépenses de consommation	5.0%	4.3%	2.9%
Investissements fixes			
- Construction non résid.	3.7%	(7.5%)	5.0%
- Machines et équipement	4.4%	5.8%	(0.7%)
- Construction résidentielle	12.6%	11.4%	0.1%
Dépenses gouvernement	2.0%	0.6%	0.5%
Exportations	5.8%	3.7%	6.8%
Importations	7.8%	6.6%	6.0%
Balance commerciale	+\$17.5B	+\$9.7B	+\$11.8B
Balance courante	-\$0.5B	-\$8.5B	-\$6.7B
Mises en chantier de logements	165,800	195,000	175,000
IPC	4.0%	4.1%	4.5%
Bénéfices avant impôt	4.6%	(5.0%)	15.0%
Revenu disponible	8.0%	5.1%	5.9%
Emploi	2.8%	3.0%	1.6%
Chômage	10.5%	9.6%	9.0%
ÉTATS-UNIS			
PIB réel	2.7%	2.6%	2.8%
Emploi	2.1%	2.3%	2.1%
Chômage	7.2%	7.0%	7.1%
IPC	3.6%	2.0%	3.5%
AUTRES (en fin d'année)			
Taux de base Canada	10.0%	9.75%	9.50%
Taux de base États-Unis	9.5%	7.50%	7.50%
Rendement des obligations à long terme du Canada	10.06%	9.10%	8.80%
Rendement des bons du Trésor américain à long terme	8.80%	7.50%	7.25%
Taux de change \$CA/\$US	0.715	0.726	0.7275
MOYENNE DE L'ANNÉE			
Pétrole brut \$US/baril	28.53	16.00	16.00
Cuivre \$US/livre	64.2	62.2	66.0
Or \$US/once	317	367	400

A Saint-Mathieu et à la Vallée du parc

Le ski alpin crée 40 emplois permanents et plus de 150 emplois saisonniers

par J.-André DIONNE

SHAWINIGAN — Les deux stations de ski du centre de la Mauricie, la station de ski Saint-Mathieu et la station Vallée du parc, constituent de véritables petites et moyennes entreprises puisqu'elles fournissent un emploi à près de 200 personnes. De ce nombre, une quarantaine d'emplois permanents.

Cette constatation place donc l'industrie touristique du ski alpin au premier plan des employeurs saisonniers, dans la région du centre de la Mauricie, et devance en ce domaine le parc national de la Mauricie, qui prend cependant sa place l'été, avec une activité plus débordante que l'hiver. Cette activité fébrile est commandée par quelque 100.000 entrées quotidiennes de skieurs à chacune de ces deux stations respectives annuellement.

Ces emplois sont également le fruit direct d'investissements qui,

dans le cas des deux stations, pourraient atteindre les \$15 millions, selon les estimations de la revue américaine Ski Engineering.

Il s'agit d'emplois divers: opérateurs de machinerie, mécaniciens, journaliers, cuisiniers(ères), serveurs(euses), commis-vendeurs, secrétaires, agents de sécurité, secouristes, etc.

Des gens des environs

Théâtre d'été et ski alpin sont un des facteurs du développement économique des villages de Saint-Mathieu et de Saint-Gérard-des-Laurentides, puisqu'une bonne partie de la main-d'oeuvre de la station Saint-Mathieu vient de ces deux endroits. Bon nombre des travailleurs sont des étudiants.

A la Vallée du parc, une grande partie de la main-d'oeuvre est constituée de personnes demeurant dans la périphérie de la station de ski, c'est-à-dire la paroisse de Sainte-Flore de Grand-Mère,

Saint-Jacques-des-Piles et Grand-Mère. L'activité est peut-être moins intense, l'été, qu'à Saint-Mathieu, où l'on retrouve un théâtre d'été. Cependant, la station Vallée du parc est un endroit recherché pour les réceptions, mariages, colloques et congrès.

Si, à elles seules, les stations de ski contribuent à fournir du travail saisonnier à environ 150 personnes, elles sont sources d'emplois indirects nombreux: magasins d'articles de sport, hôtels, restaurants, etc. sans compter les emplois indirects chez les fournisseurs en raison d'achats de biens qui totalisent plusieurs milliers de dollars. C'est par millions de dollars que se chiffrent les immobilisations, ces dernières années, aux stations de ski.

Des investissements de plusieurs millions

Depuis quatre ans, le nouveau propriétaire de la station de ski Saint-Mathieu, M. André Bend-

well, a entrepris une réorganisation totale de la station de ski avec la construction de nouvelles remontées, l'aménagement de nouvelles pentes, l'installation de canons à neige et l'agrandissement du chalet.

A la Vallée du parc, la famille Matteau n'a rien épargné, depuis quinze ans, pour doter la station de toutes les installations susceptibles d'accueillir le plus de skieurs, tant de la région que de l'étranger. On compte des abonnés saisonniers jusqu'à Drummondville.

La Vallée du parc s'est aussi taillée une vocation résidentielle avec une trentaine de résidences de luxe, installées en flanc de montagne. Toutes les infrastructures, réseau routier, égouts, etc., à l'exception de l'eau, ont été défrayées par les propriétaires de la station de ski, soucieux d'y développer un environnement propice à la pratique des sports de plein

air.

Autres projets

Ce qui s'avère intéressant, c'est que ces deux importants promoteurs envisagent d'intéressants projets d'avenir qui pourraient se chiffrer par de nouveaux immobilisations de plusieurs millions de dollars. A la Vallée du parc, il est question d'un hôtel avec mini-centre de congrès, du développement du versant nord de la montagne et de l'aménagement d'un terrain de golf de 18 trous. A Saint-Mathieu, M. Bendwell caresse aussi certains projets qui ont été présentés dernièrement au ministre du Tourisme du Québec, M. Yvon Picote.

Ces nouveaux investissements devraient permettre aux deux stations de ski de rivaliser avec d'autres centres intermédiaires du Québec et placer la région du centre de la Mauricie sur la carte touristique hivernale du Québec.



Impact touristique et économique du Parc national de la Mauricie et du site historique Les Forges du St-Maurice 1986

	FORGES	P.N. LA MAURICIE	TOTAL
1986 (en millions \$)			
Nombre d'entrée (en milliers)	71,225	241,381	312,606
Dépenses fonctionnement et entretien	0.3	2.6	2.9
Dépenses investissements	0.3	1.3	1.6
Dépenses visiteurs dans 04	0.6	3.6	4.2
Revenus totaux générés dans 04	0.5	3.8	4.3
Création totale d'emplois (dépenses du parc + dépenses des visiteurs)	40 emplois	300 emplois	340 emplois



Environnement
Canada

Parcs

Selon le maire Claude Pinard

Le développement économique de Shawinigan-Sud passe par la voie d'accès

CADRIN, BÉLIVEAU inc.

Conseillers en administration

Édifice de la Caisse populaire
181, rue Notre-Dame, C.P. 760 (819) 293-6181
Nicolet, Qué. J0G 1E0

VERRIER
RICHARD
HÉBERT
BÉLIVEAU
PAQUIN
&
ASSOCIÉS

Comptables agréés

4825, rue Bouvet
Suite 107, Saint-Grégoire
Ville de Bécancour, Québec G0X 2T0
(819) 233-3355
Edifice de la Caisse populaire
181, rue Notre-Dame, Nicolet
Québec J0G 1E0
(819) 293-6181

par Jacques EBACHER

SHAWINIGAN-SUD — "Le développement économique de Shawinigan-Sud passe par la voie d'accès." C'est ce qu'affirme le maire Claude Pinard, qui cite de nombreux exemples pour donner plus de poids à ses propos.

"Et tant que Shawinigan-Sud n'aura pas la voie d'accès qui le reliera à l'autoroute 55, il ne pourra mettre son parc industriel en évidence, il ne pourra le "vendre" aux investisseurs", d'ajouter le maire Pinard.

"Donne-moi un motif raisonnable pour qu'un investisseur s'installe à Shawinigan-Sud, nous a demandé le maire Pinard. Sauf la taxe foncière qui est la plus basse, il n'y a aucune raison logique pour s'installer à Shawinigan-Sud", a-t-il répondu.

"Pour celui qui a investi dans une PME à Shawinigan-Sud, les déboursés sont plus onéreux à cause de la manutention et du transport.

A Shawinigan, le parc industriel est près de l'autoroute. A Shawinigan-Sud on n'est rattaché à aucune artère principale", de lancer le maire.

Selon lui, la route 157 entre Shawinigan-Sud et Cap-de-la-Madeleine n'est pas celle qui va accélérer la circulation, même si elle est ouverte à quatre voies sur toute sa longueur. "Il y a des entrées de cours partout", de dire le maire.

Parlant de développement économique régional, le maire a dit que "si Shawinigan va bien, nous, on va bien. A Grand-Mère on développe la PME. A Shawinigan, le parc industriel regroupe des industries plus importantes. Mais nous, on marche avec une béquille. A Shawinigan-Sud je ne me sens pas actif dans le développement économique. Shawinigan-Sud ne prend pas une part active au développement de la région à cause de la voie d'accès que nous n'avons pas."

"Shawinigan-Sud n'est pas la ville qui a le plus de retombées des PME de la Codicem, mais si la région du centre de la Mauricie reçoit une PME, Shawinigan-Sud en bénéficie. On participe à la Codicem et c'est une priorité pour nous", d'affirmer le maire Pinard.

"Il n'y a rien à faire avec notre parc industriel, actuellement, à cause de la voie d'accès. Avec une voie d'accès à l'autoroute 55, Shawinigan-Sud va tout faire pour développer son parc industriel. Plus Shawinigan-Sud développera son parc industriel, mieux ce sera pour Shawinigan et Grand-Mère et vice versa", de lancer le maire.

Dans les dernières années, la ville de Shawinigan-Sud a développé des services, comme le centre de données fiscales, centre hospitalier régional de la Mauricie, centre d'entretien d'Hydro-Québec, et dans le domaine scolaire.

"Les conseils antérieurs avaient raison de travailler à développer le secteur des services. On ne peut pas concurrencer les parcs industriels de Shawinigan et Grand-Mère, et l'incubateur de Grand-Mère. On ne peut pas "vendre" le parc industriel de Shawinigan-Sud parce que nous ne sommes pas raccordés à une voie rapide", de dire avec beaucoup de lucidité le maire Pinard.

Il a aussi fait ressortir que quatre PME d'importance sont établies à Shawinigan-Sud, soit Arseneault et Frère, Bois JM Arbour, Peinture Laurentide, et Roma. De ces quatre, deux sont installées dans le parc industriel, soit Arseneault et Frère et Bois JM Arbour.

Un dossier pourrait activer le processus de la construction d'une voie d'accès, et c'est celui de la tourbière. Ce dossier a été "ressuscité" par le conseil en 1986.

Une partie de la tourbière est située dans les limites de Shawinigan-Sud. Les deux autres parties sont comprises dans les territoires des municipalités de Lac-à-la-Tortue et Mont-Carmel.

Advenant que la tourbière soit exploitée, Shawinigan-Sud serait très bien placée pour le transport... avec une voie d'accès à l'autoroute.

Une étude de faisabilité est actuellement faite par la firme Messar. "Si le rapport de cette étude est négatif, on saura que le développement de la tourbière est inimaginable. Si l'étude est positive, on bénéficiera de la Codicem pour faire la prospection du marché et trouver des investisseurs. Le "peat moss" devra être transporté, et je ne vois pas comment on pourrait le faire avec célérité en passant par la côte de la Baie. Shawinigan-Sud est la ville qui peut donner du service à la tourbière", a précisé le maire Pinard.

"En 1986, le conseil de ville a fait ses devoirs pour le développement de Shawinigan-Sud en relançant le dossier de la tourbière."

**28 ANS DE SERVICE
ET DE DISPONIBILITÉ
VOILÀ NOTRE FORCE**

**LA QUALITÉ 
ÇA TRAVAILLE DUR!**



CLAUDE RHEAULT
REPRÉSENTANT
INDUSTRIEL

CHARGEUSE W14



- Puissance nette au volant de 85 HP (61,4 kW)
- Moteur diesel Case de 336 po³ (5 506 cm³)
- Boîte de vitesses entièrement automatique
- Levier unique de commande des vitesses
- Convertisseur de couple à turbines jumelées
- Poste de conduite monté à l'avant de la machine
- Tringlerie rectiligne de la chargeuse
- Long empattement de 100 po. (2,54 m) plus articulation sur 40°
- Direction à pivot central

**TRACTEUR 580 SUPER SE
À QUATRE ROUES MOTRICES**



- Traction aux 4 roues
- Essieu avant oscillant sur 23°
- Chargeuse à grand rendement
- Choix de deux godets en option.

**TRACTEUR 680K
Construction King**

- Puissance nette au volant de 85 HP (63,4 kW)
- Boîte de vitesses d'un rendement éprouvé.
- Choix de rechargeuses.
- Chargeuse d'une capacité de levage de 5800 lb (2631 kg).
- Châssis principal monobloc.
- Système de puissance modulaire.
- Facilité d'opération.

**NOUVEAU
MODÈLE**



**SPECIAL
DE
FÉVRIER**

**MARTEAU-PILON
"Impactor"
Pour casser
glace, ciment,
asphalte, etc.**

CHARGEUSE 455C



- Moteur diesel Case.
- Convertisseur de couple.
- Boîte de vitesses.
- Direction assurée par la boîte de vitesses ou le frein.
- Géométrie rectiligne du dispositif chargeur.
- Levier unique de commande du godet.
- Trains de chenilles étanches.

Malbeuf ÉQUIP
INC.

771 BOUL. EST, LOUISEVILLE - 228-4592

CLAUDE RHEAULT rep. industriel
de Trois-Rivières sans frais
296-3366

L'impôt rendu facile

par Jacques GINGRAS

TROIS-RIVIERES — La vie de milliers de contribuables de la région va être simplifiée ces prochaines semaines quand viendra le temps de remplir leur déclaration d'impôt. Le ministère fédéral du Revenu a décidé de réduire au minimum le formulaire d'impôt en introduisant l'option "impôt sans calcul".

On sait que le Québec a pris cette initiative, l'an dernier, avec beaucoup de succès. La Mauricie avait alors été choisie comme région pilote, et cette année, elle couvre tout le Québec.

Cette option, introduite dans les formules T1 spéciale et T1 générale, élimine tout calcul aux contribuables visés. Ce sont les gens qui n'ont aucun autre revenu que leur salaire ou prestation, et produisent une déclaration uniquement pour demander le crédit d'impôt pour enfants et celui de la taxe de vente.

Cette feuille est de plus simple à remplir car presque tous les renseignements demandés sont ceux qu'on retrouve sur le TP4 remis par l'employeur. Il s'agit aussi d'ajouter le TFA1 pour les allocations familiales. En fait, il s'agit de donner les renseignements personnels de base et de cocher la case appropriée s'ils désirent que Revenu Canada fasse les calculs à leur place. Il y a 1,3 million de contribuables qui pourraient profiter de "Impôt sans calcul".

Le gouvernement a aussi décidé d'apporter d'autres modifications pour simplifier notre vie, en février et mars, alors qu'on fait ses impôts. C'est ainsi que les instructions de la déclaration T1 générale comportent une liste des questions les plus fréquemment posées accompagnées des réponses appropriées.

On a aussi grossi le caractère d'impression et modifié la présentation du guide pour le rendre plus facile à suivre. Des modifications à la législation permettent également à un plus grand nombre de contribuables d'utiliser les tables d'impôt.

Celles-ci ont été élargies pour couvrir un plus grand nombre de contribuables de la classe moyenne. Le plafond actuel du revenu imposable passe de \$30,000 à \$40,000, et renferme aussi la surtaxe des particuliers. Ces mesures éviteront à plusieurs de calculer leur impôt à la main.

Le gouvernement, en consultation avec le secteur privé et des organismes, étudie d'autres modifications du guide d'impôt qui vont encore simplifier la tâche.

BÉCANCOUR

AU COEUR DU QUÉBEC INDUSTRIEL



- 2 milliards (\$) d'investissements industriels;
- 1 700 emplois directs;
- 50 millions (\$) de masse salariale annuelle;
- De nombreux emplois indirects liés aux services et à la sous-traitance;
- Et bientôt Norsk Hydro avec un investissement de 400 millions de \$ créant 450 nouveaux emplois;

... et ce n'est qu'un début!

**PARC INDUSTRIEL
ET PORTUAIRE**

DE BÉCANCOUR



Propriété de: SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL DU CENTRE DU QUÉBEC

1000, boul. Arthur-Sicard, Bécancour (Québec) G0X 1B0 / Tél.: (819) 294-6656 / Télex: 05-837279

**A Trois-Rivières, en 1987
Les gros chantiers
seront surtout
le fait de
l'entreprise privée**

**ON APPUIE
VOTRE
ENTREPRISE**

BFD

Entre nous, votre entreprise est notre raison d'être, voilà pourquoi nous avons conçu une foule de services efficaces et particulièrement appropriés à la PME.

La BFD, c'est pour vous. Renseignez-vous.

Besoin de financement?

- Prêts à terme accordés pour des périodes allant jusqu'à 20 ans.
 - Vous avez le choix:
 - taux flottant
 - taux fixe pour des périodes de 1, 2, 3, 4 ou 5 ans
 - combinaison de taux flottant et fixe.
 - Un prêt à taux flottant peut être converti à taux fixe (au gré de l'emprunteur moyennant des frais minimes).
 - Modalités de remboursement variées et flexibles établies selon la capacité de paiement de l'entreprise:
 - versements mensuels
 - versements saisonniers.
- Avec notre Programme de planification financière, nous pouvons vous aider à préparer vos demandes de financement ou nous les présenterons même pour vous; ou nos guides d'auto-planification financière (10 \$ chacun) pourraient vous être d'un grand secours.

Si vous cherchez de nouveaux capitaux pour votre entreprise

ou si vous désirez investir dans la PME, notre service de liaison financière pourrait être tout indiqué.

Besoin de conseils?

La BFD est la source la plus complète de gestion-conseil, de formation et d'information pour les PME canadiennes.

Nous offrons un vaste choix de séminaires de gestion, d'ateliers et de cliniques.

Notre Service d'information à la petite entreprise renseigne gratuitement les gens d'affaires sur les programmes d'aide gouvernementaux.

Vous pouvez compter également sur CASE (Consultation au service des entreprises) pour des conseils en gestion pratiques et abordables. Il n'en tient qu'à vous d'en profiter au maximum.

Nous investissons

Les Services de placement bancaires de la BFD couvrent les secteurs suivants: syndication totale ou partielle à des tiers, souscription à forfait, participation en consortium, participation au capital-actions, fusions et acquisitions.

Appelez-nous dès aujourd'hui:

1410, rue des Cyprès
Trois-Rivières (Québec) G8Y 4S3
(819) 375-1621

The Bank offers its services in both official languages.

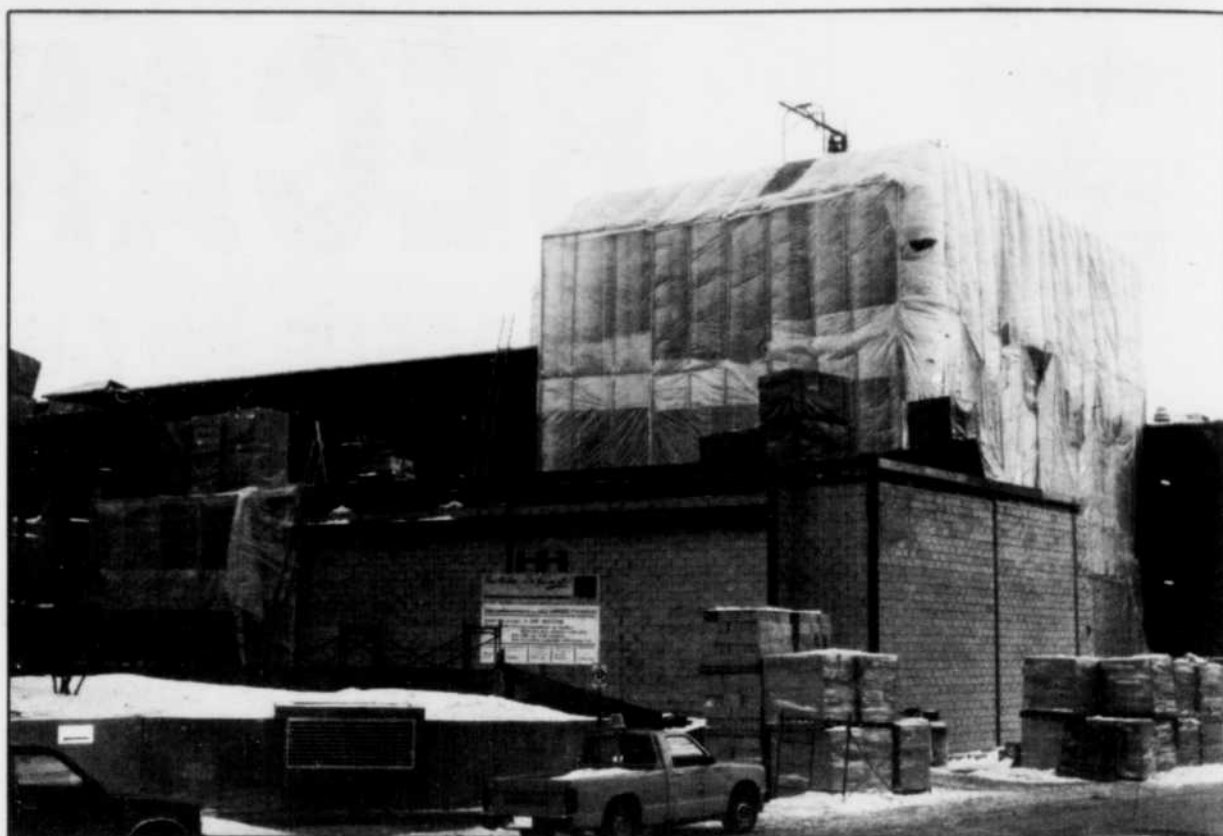
ON APPUIE VOTRE ENTREPRISE



Banque fédérale de développement

Federal Business Development Bank

Canada



Un des dossiers importants qui connaîtra son dénouement en 1987: celui de l'agrandissement et de la rénovation de la salle J.-Antonio-Thompson. (Flageol Photo — Terry Charland)

par Marcel AUBRY

TROIS-RIVIÈRES — La ville de Trois-Rivières envisage un certain nombre de projets pour l'année en cours mais les gros chantiers seront surtout le fait de l'entreprise privée. L'administration municipale fait en effet des efforts pour mettre la pédale douce sur les emprunts à long terme car chaque nouvelle dépense d'immobilisation vient alourdir un service de la dette qui gruge déjà tout près du quart du budget de la ville, un budget de \$39 millions en 1987.

Un des bons moyens de connaître les intentions des dirigeants municipaux à ce chapitre consiste à se référer au programme de dépenses d'immobilisation que les élus sont obligés d'adopter, depuis quelques années, à la veille de chaque exercice financier. Il s'agit d'un document dans lequel la ville doit faire connaître ses intentions de dépenses d'immobilisation pour les trois années à venir, mais seules les dépenses inscrites pour la première

des trois années sont vraiment fiables, les deux autres n'apparaissant qu'à titre indicatif, sans aucune valeur de réalisation.

Or la liste des gros projets inscrits dans ce document est bien mince. On y mentionne l'addition de deux pompes à l'usine de traitement d'eau (\$500.000), l'élargissement du boulevard des Forges entre la 2e et la 12e Rue (\$890.000), la rénovation du tunnel Saint-Maurice (\$400.000), la poursuite du programme de restauration de façades (\$175.000) et un certain nombre de travaux municipaux dans divers secteurs de la ville. Voilà pour les projets qui relèvent strictement de la ville de Trois-Rivières.

Impliquée dans plusieurs dossiers

Cela ne veut toutefois pas dire que l'administration municipale se croise les doigts pour le reste. Au contraire, elle est impliquée dans de nombreux dossiers, certains très importants. Et même si dans ces cas, les projets sont conçus par

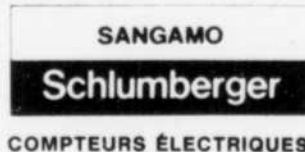
l'entreprise privée, la ville y prend néanmoins une part très active, à divers stades de leur évolution.

On n'a qu'à penser, par exemple, aux deux gros projets privés du centre-ville: celui de la Place du Marché (et de la salle de congrès), de Multidev Immobilia, et celui de la construction de condos et d'espaces à bureaux, de la société immobilière Courbec. On n'a encore rien vu d'apparent au sujet de ces deux projets mais que d'heures de négociations et de discussions ont eu lieu, et que de voyages à Montréal ont été faits en regard de ces chantiers qui verront le jour en 1987.

Même chose pour le projet qui doit être réalisé sur l'emplacement du poste de police no 3, en face du centre commercial Les Rivières, et celui pour lequel la ville s'appête à demander des propositions de développement, sur l'emplacement du terminus d'autobus Voyageur, au centre-ville. C'est l'entreprise privée qui va investir, mais comme la ville est propriétaire des terrains, c'est elle qui fixe ses objectifs et qui définit sa volonté.

Pour le reste, il y a peu de choses vraiment nouvelles qui pointent à l'horizon. On s'appliquera surtout, en 1987, à entreprendre, à poursuivre ou à compléter des projets qui font la manchette depuis des années, dans certains cas. On peut penser à Courbec et à Multidev, mais aussi, au projet d'aménagement du parc portuaire, au Jardin des Ursulines, à la salle J.-Antonio-Thompson, au quartier général de la police, à la nouvelle prison, à la gare intermodale, etc.

Enfin, on peut peut-être ajouter à cette liste le vaste projet domiciliaire de type "collectivité nouvelle" que la ville de Trois-Rivières envisage de réaliser et sur lequel elle consacra pas mal d'énergie au cours des prochains mois. Mais il est peu probable que ce projet voit le jour avant 1988.



établi à Trois-Rivières depuis 30 ans, SANGAMO SCHLUMBERGER est heureux de contribuer à l'essor économique de la région.

M. NORMAND MATTON
directeur de l'usine

3950, BOUL. ROYAL, TROIS-RIVIÈRES



LOUIS GRAVEL
directeur général St-Narcisse



LÉONIL VEILLETTE
représentant St-Narcisse -
St-Stanislas 328-3230



JEAN-GREGOIRE ST-AMANT
représentant Ste-Thècle - St-Tite -
St-Adelphé 289-2542



ANDRÉ DUROCHER
représentant Hérouxville - St-Georges -
St-Severin - Lac-à-la-Tortue 365-7692



YVAN FERRON
représentant St-Léon
228-2431 - 228-9970



ROBERT LEBOEUF
représentant Ste-Anne-de-la-Pérade
- Batiscan 325-3224



PAUL NADEAU
représentant Cap-de-la-Madeleine -
Trois-Rivières - St-Louis-de-France
375-9912



GERARD MAYER
représentant Les Piles - St-Roch -
St-Joseph-de-Mekinac - La Tuque
536-3722



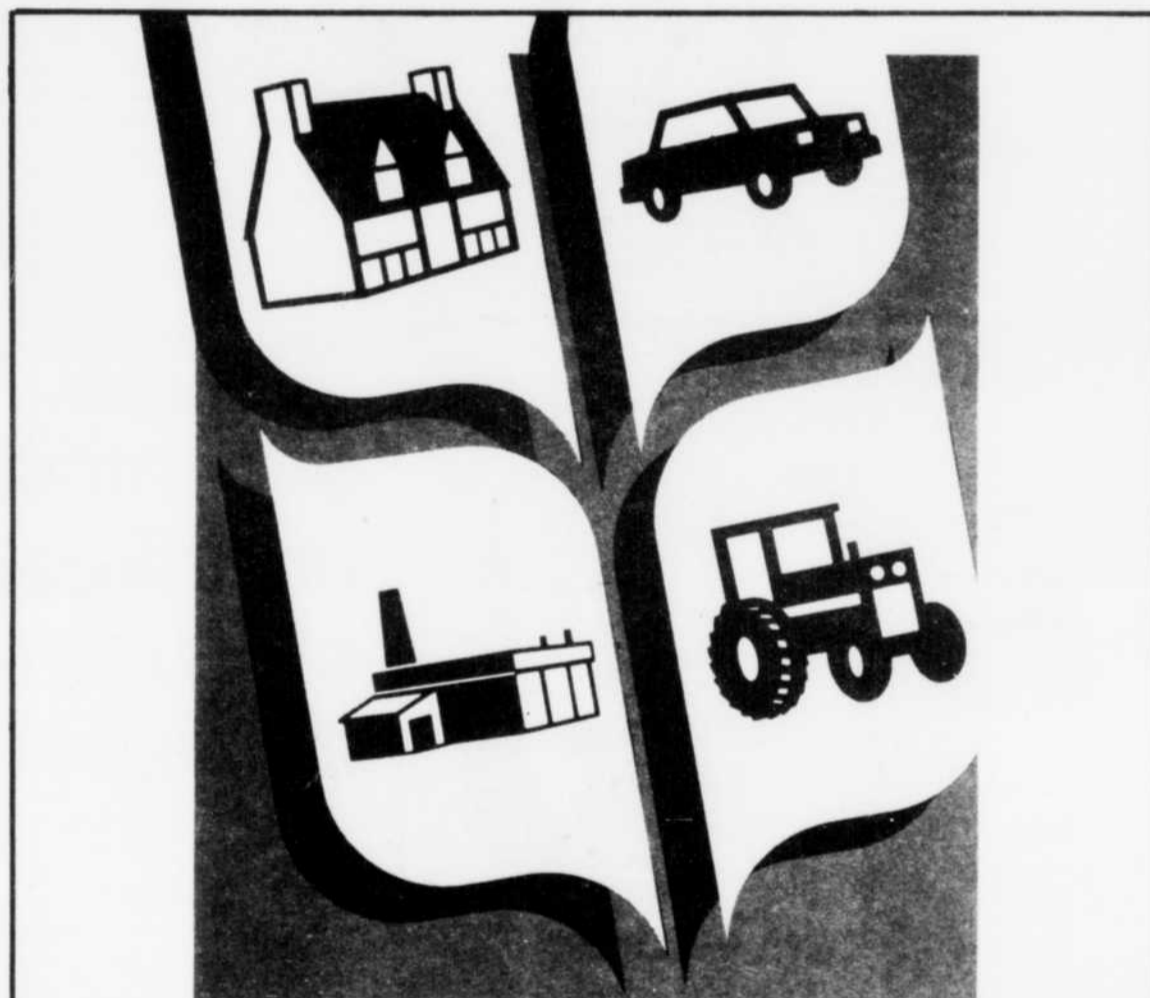
REJEAN DROUIN
représentant Mont-Carmel -
Shawinigan - Grand-Mère



FERNAND FERRON
représentant comté de Maskinongé
228-9970



NORMAND FERRON
représentant Louiseville 228-5368



UN VOISIN RASSURANT

LA SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE GÉNÉRALE, c'est une authentique institution coopérative, créée et dirigée par les gens du milieu. Elle vous offre une gamme complète de produits d'assurance générale de haute qualité et à prix avantageux, incluant la responsabilité civile, en assurance RESIDENTIELLE, AUTOMOBILE, AGRICOLE ET COMMERCIALE.

CONSULTEZ SANS DÉLAI votre société mutuelle d'assurance générale et obtenez une protection adaptée à vos besoins.



GILLES BACON
St-Prosper - Ste-Genève
328-8348



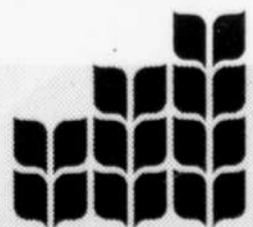
GUY CHARLAND
représentant agglomération de
Trois-Rivières 374-4864



RAYMOND LACERTE
représentant agglomération de
Trois-Rivières 375-2917



LUCE B. FERRON
représentante St-Léon
228-2431 - 228-9970



PROMUTUEL

La Mauricienne
Société mutuelle
d'assurance générale

401, Principale
Saint-Narcisse de Champlain
(Québec) G0X 2Y0

TÉL.: 328-8270

Un actif de taille pour la région trifluviennienne

par Ginette GAGNON

TROIS-RIVIERES — Avoir sur son territoire une université, un cégep et un collège d'enseignement privé c'est une garantie de retombées économiques majeures pour le milieu. Un survol de la situation indique que les trois institutions d'enseignement supérieur de Trois-Rivières rapportent facilement à l'économie locale quelque \$130 millions par année tout en fournissant de l'emploi à plus de 4,000 personnes.

A elle seule, l'Université du Québec à Trois-Rivières figure comme l'un des grands moteurs de l'économie. Un budget de \$45 millions par année, des contrats de recherche pour près de \$6 millions, la tenue de nombreux congrès annuels qui amènent de l'eau au moulin pour les restaurateurs et les hôteliers, de l'emploi à plein temps pour 775 personnes et à temps partiel pour quelque 2,700 autres, l'attrait de 10,000 étudiants dont la moitié à plein temps et dont bon nombre viennent de l'extérieur, les en-lieux de taxes que paie à

la ville le gouvernement du Québec, l'achat de biens et services qu'effectue l'institution etc.

Au Cégep de Trois-Rivières, on parle d'un budget annuel de \$25 millions dont 80% est distribué en salaires parmi les 600 membres du personnel, autant ceux à plein temps que les travailleurs occasionnels. Le cégep attire 4,500 étudiants par année. On estime que 35% d'entre eux proviennent de l'extérieur et donc logent ici, vivent ici, dépensent dans la région. Les experts affirment qu'il faut calculer environ \$4,000 par année par étudiant qui vient habiter Trois-Rivières pour ses études.

Le Collège Laflèche est une institution privée de taille réduite mais il contribue aussi à faire sa part pour l'économie locale. Le collège fonctionne avec un budget annuel de \$1,8 millions. Il compte 447 étudiants et avance lui aussi que 35% de sa clientèle provient de l'extérieur de la zone métropolitaine. Le Collège Laflèche emploie 50 personnes dont 30 à temps complet.



La productivité de toute entreprise passe, entre autres, par des communications efficaces. Depuis plus de 35 ans, l'imprimerie Art graphique inc. a aidé plusieurs centaines d'entreprises à atteindre de hauts niveaux de performance dans leur communication imprimée.

IMPRIMERIE
ART GRAPHIQUE INC.
imprimeur-lithographe

80, LATREILLE
CAP-DE-LA-MADELEINE, QUÉ.
C.P. 99, G8T 7W1
(819) 379-7112

Sous un même toit, une équipe de professionnels vous offre un éventail complet de services, de conception, de graphisme et d'impression et ce, avec un souci constant de perfection.

COMPTABILITÉ R. LANNEVILLE

- IMPÔT COMMERCIAL
- IMPÔT DE PARTICULIER
- SERVICE DE PAYE
- SERVICES ADMINISTRATIFS D'ENTREPRISES

16070, boul.
Bécancour
ville Bécancour
Ste-Angèle-de-Laval
GOX 2H0
(819) 222-9953

700 Berlinguet
(coin Thibeau)
CAP-DE-LA-
MADELEINE
G8T 2G7
379-2447

A VOTRE SERVICE DEPUIS 1982



RÉJEAN
LANNEVILLE

Les Forges du Saint-Maurice et le parc national

\$65 millions en investissements et quatre millions de visiteurs

SHAWINIGAN (JAD) — Près de \$65 millions en investissements et quatre millions de visiteurs. Tel est le bilan sommaire de la performance économique des deux sites patrimoniaux gérés par Environnement Canada, service des parcs, depuis leur implantation dans la région de la Mauricie. Le parc historique de la Mauricie et le Parc national de la Mauricie constituent des éléments moteur du développement touristique de la région.

Le parc historique Les Forges, qui commémore la naissance de l'industrie sidérurgique canadienne dans la région de la basse Mauricie et la première communauté industrielle canadienne, a connu, depuis trois ans, une des augmentations substantielles de ses visiteurs. De 36,000 visiteurs en 1983, le parc a accueilli plus de 71,000 visiteurs l'an dernier. A l'été 1986, ce parc accueillait son 500,000e visiteur.

L'affluence touristique au parc Les Forges génère un impact économique positif. Les estimations de dépenses des visiteurs totalisent \$600,000. Ajoutées aux dépenses de fonctionnement et d'investissement, elles entraînent la création de 40 emplois dans la région et un total de \$500,000 en revenus totaux générés au Coeur du Québec.

Le Parc national de la Mauricie, qui accueillait, en 1972, 50,000 visiteurs-jour (nombre de jours qu'une personne passe dans le parc), en a reçu plus de 300,000 en 1986. De quelques milliers de campeurs à ses débuts, le nombre a atteint 80,000 personnes-nuit en 1986.

Près de 11,000 pêcheurs annuels viennent y taquiner la truite, plus de 15,000 canots-campeurs-jour viennent y découvrir la nature protégée, et, l'hiver, près de 30,000 personnes s'y rendent pour pratiquer le ski de randonnée et la raquette et pour y séjourner.

Les statistiques permettent d'établir que près de 30 pour cent de la clientèle provient de l'extérieur de la région du coeur du Québec et la durée du séjour est de trois jours. Trois pour cent provient de l'extérieur de la province, le reste demeure dans les autres régions.

Dans 90 pour cent des cas, le Parc national constitue la destination principale du voyage.

Les retombées économiques: \$3,6 millions dépensés dans la région en 1986. Les emplois générés par ce roulement sont évalués à plus de 100 sur une base annuelle. De cette somme, \$1,5 million ont été dépensés dans la région administrative 04.

Près de \$50 millions ont été investis, ces 15 dernières années, par Environnement Canada-Parcs dans le Parc national de la Mauricie. Ces investissements ont permis la création, lors des années de développement intensif, de 200 emplois annuellement dont 85 de façon directe. Les services offerts aux visiteurs, la sécurité, l'entretien, la conservation et l'administration du parc exigent des déboursés de \$2,6 millions dont le tiers en achat de biens et services. Enfin, le Parc national donne du travail à une trentaine de personnes, sur une base permanente, plus 80 autres en saison estivale.

Sortie 191, Rte Transcanadienne
(819) 336-2606

Notre-Dame du Bon-Conseil

OUVERT 24 HEURES



hôtel-motel

les 4 saisons (roi du steak)

SALLE À MANGER — CASSE-CROÛTE — BAR SALON

7 SALLES DE RÉCEPTION ACCUEILLANT 20 À 350 PERSONNES

RÉSERVEZ MAINTENANT

POUR VOS RÉUNIONS — COLLOQUES — CONGRÈS —

BANQUETS DES FÊTES — RÉCEPTIONS DE MARIAGE, ETC.

BIENVENUE A TOUS!

Alice Lambert,
propriétaire

Les revenus des consommateurs resteront limités

Les revenus des consommateurs continueront à être limités par la faible croissance des salaires sous le niveau de l'inflation, par des impôts plus élevés et une plus faible croissance de la création d'emplois en 1987. Par conséquent, nous anticipons une plus faible croissance de la consommation à 2,6% en 1987 par rapport à 4,2% en 1986.

Bien que nous prévoyons une légère hausse des mises en chantier durant 1987 avec 200.000 unités de logements, nous croyons que l'investissement en capital fixe sera aussi plus faible en 1987 qu'en 1986, compte tenu d'une croissance économique modérée. Par contre, nous croyons que l'environnement économique actuel favorise un niveau relativement bas pour l'inflation et anticipons que l'indice des prix à la consommation se maintiendra aux environs de 4% en 1987.

Malgré un déficit anticipé de \$6 milliards de la balance des comptes courants (Commerce international des biens et services du Canada), le fait que plusieurs investisseurs étrangers, et plus particulièrement le Japon, soient de plus en plus intéressés aux titres à revenus fixes canadiens alliés à un déficit budgétaire du gouvernement fédéral inférieur de \$4 milliards aux attentes, nous porte à croire à un comportement plus positif du dollar canadien que nous anticipons en moyenne à \$0.73,5 US pour 1987.

Stratégie de porte-feuilles

Nos prévisions pour 1987 sont généralement positives, nous prévoyons une baisse des taux d'intérêt de 8,2% pour les Bons du trésor du Canada de 91 jours, au 31 décembre 1986 à 7% à la fin de 1987 et de 8,8% pour les obligations de long terme du Canada à la fin de 1986 à 8% pour la fin de 1987. Nous prévoyons aussi une croissance significative des profits de l'indice de la Bourse de Toronto: le TSE 300 de 176 en 1986 à 230 en 1987. Par conséquent, la répartition d'actifs proposée est la suivante: pas de liquidité, 55% en actions et 45% en obligations de long terme.

En ce qui a trait au marché des actions, nous favorisons les sec-

Sud, le pétrole et gaz, puisque la récente entente entre les pays de l'OPEP devrait favoriser le maintien du prix du pétrole de l'Arabie Saoudite au-dessus de \$18 US le baril, ce qui est nettement supérieur à moyenne de 1986; et surtout les services financiers qui devraient être généralement favorisés par une baisse des taux d'intérêt.

A l'exception de quelques titres, le secteur des mines et métaux est sérieusement affecté par un niveau dépressif des prix des matières premières dans un environnement de faible inflation et devrait être le plus défavorisé en terme de performance boursière en 1987.

Les cinq meilleurs titres d'entreprises senior pour 1987 sont: Bow Valley Industries, un producteur pétrolier; la Banque Royale du Canada; Northern Telecom; Pacific Western Airlines, qui devrait bénéficier de sa récente acquisition de CP Air; et Noranda, qui devrait tirer profit d'une croissance importante des prix des produits forestiers et d'une réduction de sa dette.

La situation québécoise

Les titres du Québec se sont appréciés de plus de 22% en 1986 comparativement à moins de 6% pour le TSE 300. La différence ne devrait pas être aussi marquée en 1987. En premier lieu, nous anticipons une croissance supérieure du TSE 300 en 1987 par rapport à 1986 en partie à cause de la croissance de ses bénéficiaires, en second lieu, plusieurs entreprises québécoises se retrouvent avec plus de liquidités que de projets d'investissements, de plus, les récentes modifications devraient réduire quelque peu les fonds disponibles aux titres REA et enfin, il n'est pas impossible qu'une partie des fonds libérés dans des entreprises plus grandes comportant moins de risques.

Malgré tout, les entreprises du Québec étant pour la plupart des entreprises de croissance, nous devons nous attendre à un rendement généralement supérieur de leur

part comparativement aux entreprises plus matures.

Jean-Jacques Laprise, directeur
Daniel Côté, analyste financier

Richardson, Greenshields du Canada Ltée

L'Atelier d'usinage rive sud

Créativité et modernisation au service de la productivité

En opération depuis huit ans, L'ATELIER D'USINAGE RIVE SUD inc. propose aux P.M.E. un plan précis et complet visant à accroître leur productivité.

Bien sûr, un atelier d'usinage est l'endroit où faire fabriquer une pièce de rechange pour tout genre de machineries. Plusieurs entreprises font régulièrement appel à ce service reconnu, en étant assurées de la plus grande attention et d'un travail de précision toujours constant.

Mais, l'ATELIER D'USINAGE RIVE SUD est beaucoup plus que cela. C'est aussi un centre de consultation, de conception et d'automatisation. Un tel service, fort utile pour plusieurs P.M.E., est l'alternative idéale entre le vieil équipement jadis efficace mais peu conforme à la réalité actuelle et une machinerie neuve et plus productive mais combien onéreuse.

Depuis déjà longtemps, au Québec, on parle d'automatisation de diverses chaînes de production. Il est important de comprendre que le marché du Québec, s'il a besoin de modernisation, n'a pas nécessairement besoin de renier toute machinerie existante. Il ne suffit souvent que d'une modification ou d'une rectification du système en place pour faire d'une machine désuète un outil efficace.

C'est là qu'entrent en jeu les spécialistes de l'ATELIER D'USINAGE RIVE SUD. D'abord par un service de consultation sur place qui permet à M. Jean-Jacques Richard de se rendre vraiment compte de l'équipement actuel. De cette visite émanera un plan précis visant à modifier la machinerie existante pour en faire un outil de production plus efficace et plus automatisé.

La création de nouvelles machineries ou de nouvelles pièces de rechange, soit à partir de plans déjà établis ou nouvellement conçus se fera avec efficacité et précision grâce à l'équipement spécialisé dont dispose l'ATELIER D'USINAGE RIVE SUD. Que ce soit par tournage, fraisage, rectification ou assemblage mécano-soudé, la qualité de la pièce usinée requiert toute

l'attention possible puisque c'est par elle que passe la productivité de la machine.

Pour se moderniser, il n'est souvent pas nécessaire d'acheter de l'équipement neuf. On arrive dans la plupart des cas, grâce à l'ingéniosité et à la créativité, à modifier d'une manière radicale la productivité d'une chaîne de montage et, par le fait même de toute l'entreprise.

pétitif et le plus productif. En cela, les services de l'ATELIER D'USINAGE RIVE SUD sont une aide précieuse dont plus de P.M.E. auraient intérêt à bénéficier.

Déjà, la réputation de l'ATELIER D'USINAGE RIVE SUD est hautement reconnue par plusieurs entreprises qui ont adopté les services leur permettant de maximiser la rentabilité de machines qui autrement seraient aujourd'hui dépassées.

Plusieurs problèmes spécifiques sont aussi directement référés à l'ATELIER D'USINAGE RIVE SUD par le ministère de l'Industrie et du Commerce.

Certaines machines conçues et élaborées à l'ATELIER D'USINAGE RIVE SUD sont en opération dans divers secteurs de l'industrie ici comme aux Etats-Unis.

Vous êtes aux prises avec une machinerie défectueuse, inefficace ou non productive. Vous n'obtenez pas le rendement optimal de votre chaîne de montage. Vous voudriez augmenter l'efficacité de votre équipement. Avant de vous lancer dans des achats dispendieux, consultez M. Jean-Jacques Richard. Les services de l'ATELIER D'USINAGE RIVE SUD peuvent s'avérer être l'un des meilleurs investissements de votre entreprise.

Il suffit parfois de s'adresser au bon endroit pour augmenter de façon sensible son rendement sans pour cela devoir consentir à un achat onéreux d'équipement nouveau. L'ATELIER D'USINAGE RIVE SUD est cet endroit.

Publi-reportage R.P.



Jean-Jacques Richard
président

Il est fort important pour les P.M.E. qui utilisent une machinerie de comprendre que, si on ne fait que parler d'automatisme, de modernisme et de productivité, on ne va nulle part. Si on n'arrive pas à passer à l'action, la compétition, que ce soit celle d'ici ou celle de l'étranger, risque rapidement de nous distancer. C'est celui qui agit et qui sait tirer le meilleur parti de son équipement qui demeure le plus com-

DEPUIS 1956

NOUS CONTRIBUONS
À L'ESSOR ÉCONOMIQUE
DE LA RÉGION

STRUCTURE
[C] [Q] [S]
INC.

1005, PÈRE-DANIEL
TROIS-RIVIÈRES

ATELIER D'USINAGE RIVE SUD INC.
(819) 293-6114



CONCEPTION — AUTOMATISATION

- FABRICATION DE MACHINERIE
- USINAGE DE PRÉCISION

J.-J. Richard
PRÉSIDENT

20, Marie-Victorin
NICOLET-SUD
C.P. 2122 J0G 1E0

Le Conseil de développement veut s'impliquer davantage

par Ann BOISVERT

LA TUQUE — Outre les priorités énoncées dans sa stratégie de développement "L'unité d'action", le Conseil de développement du haut Saint-Maurice entend, pour l'année qui vient, s'impliquer sérieusement dans des dossiers particuliers, comme entre autres ceux de la réfection de la route 155 et de l'aéroport régional de La Tuque.

Pour le commissaire industriel, M. Lester Demers, bien que l'entrepreneurship soit le facteur déclencheur de

la roue du développement économique d'une région donnée, il n'en demeure pas moins que des éléments comme l'accessibilité au territoire et les infrastructures locales sont aussi, de loin, une force et un argument de poids quand il s'agit de choisir le futur site d'une quelconque entreprise. En ce sens, le CDHM appuiera le principe de la nécessité pour la région du haut Saint-Maurice de se doter d'un réseau routier décent ainsi que d'un aéroport convenable et à la hauteur de son statut de régionale.

Les trois grandes lignes qui orientent le travail du CDHM depuis l'élaboration de sa stratégie de développement sont d'abord de susciter l'accumulation du capital des entreprises déjà existantes, d'élargir la base de l'exportation et, enfin, de favoriser l'auto-développement. Nonobstant ces principes, le Conseil croit cependant opportun cette année d'appuyer le travail d'autres organismes locaux dans leurs démarches de rendre la région du haut Saint-Maurice accessible et intéressante pour d'éventuels investisseurs.

Des projets autres que ceux priorités dans la stratégie verront aussi leur dénouement en 1987 sur le territoire du haut Saint-Maurice. Le Bioteck-200 par exemple, ce nouvel engrais à base de résidus forestiers, en est un de ceux là. Toujours sous le sceau de la confidentialité, M. Demers ne pouvait s'avancer beaucoup plus cependant, assurant néanmoins que des développements concrets se réaliseraient aussi cette année dans le domaine forestier.

Le Conseil de développement du haut Saint-Maurice continuera bien entendu d'offrir le support technique nécessaire aux nouveaux et aux anciens entrepreneurs. Cette année, de plus, un nouveau programme systématique de prospection en fonction du potentiel industriel de la région verra le jour dans le but d'explorer de nouvelles avenues susceptibles d'intéresser autant l'investisseur de l'extérieur que celui de la région.

Côté touristique, les résultats de l'étude réalisée par le CDHM devraient être rendus public au cours des onze

prochains mois.

Autre priorité pour les gens du CDHM, l'information et en ce sens, ils comptent répéter l'expérience des séances d'informations. Quelques-unes déjà ont eu lieu en 1986 et au cours desquelles l'intérêt des participants pour la chose économique laisse croire aux membres du CDHM que de telles rencontres ont tout lieu d'être dans la région du haut Saint-Maurice.

La ville de La Tuque

Pour la ville de La Tuque, sans nul doute que la roue de l'économie tournera dans le domaine domiciliaire en 1987. Que l'on pense seulement au projet "Plateau Saint-Louis", un complexe de 32 unités de logements annoncés en décembre dernier et qui devrait être prêt à recevoir ses premiers locataires en juillet ou encore, à celui dont personne ne veut dévoiler quelque information que ce soit mais qui, selon nos sources, devrait nantir La Tuque d'une bonne centaine d'autres maisons et d'autant de logements.

Evidemment, à la ville on compte aussi beaucoup sur les retombées du projet d'assainissement des eaux, s'il voit un jour son dénouement, et dont le maire André Duchesneau estime à \$5 millions le montant des investissements pour 1987.

Enfin, il y a le plan triennal qui prévoit quelque \$1.700.000 de dépenses pour la prochaine année.

Haute-Mauricie

En Haute-Mauricie c'est aussi du côté domiciliaire que semble vouloir s'orien-

ter l'année 1987. Un deuxième HLM, celui-là pour personnes âgées, ainsi qu'un développement domiciliaire de près d'un demi-million de dollars sont, semble-t-il, sur la voie de la réalisation.

Canton Langelier

Dans le canton Langelier, le maire Elzéar Lepage, appuyé de son conseil, priorisera le développement des villégiatures autour des lacs de son territoire. Il souhaite aussi voir réapparaître le contrat pour la culture des plans du ministère de l'Énergie et des Ressources. Avec cette plantation de quelque 5 millions de plans par année, sur une période de cinq ans, M. Lepage voit dans ce projet une excellente façon de faire travailler son monde.

Le conseil du Canton Langelier compte travailler aussi ardemment afin que la Scierie La Tuque, située sur son territoire, puisse parvenir à voir son approvisionnement en bois s'échelonner sur 12 mois.

Parent

La construction d'un centre communautaire est la principale priorité des élus de la municipalité de Parent. Déjà plusieurs mois de travail soutiennent ce projet et le maire, M. René Pélouquin, l'estime prêt pour cette année. On y croit encore davantage qu'il a été soumis à Hydro-Québec dans le cadre de son programme de mise en valeur.

Des dossiers comme l'assainissement des eaux et l'environnement en général préoccupent aussi les membres du conseil municipal de Parent pour la prochaine année.



DOYON MACHINERIE enr. SPÉCIALITÉS:

- Systèmes hydrauliques
- Etancheurs hydrauliques
- Fabrication et usinage

Réparation de nacelles aériennes

310, Père Garnier, Trois-Rivières
(819) 376-4909

**En affaires depuis
1960**

LE MAIRE ET LES CONSEILLERS DE LA MUNICIPALITÉ DE HAUTE-MAURICIE INVITENT LES INVESTISSEURS-PROMOTEURS

- PARC INDUSTRIEL DISPONIBLE
- TERRAINS À PRIX RAISONNABLES



municipalité de
haute-mauricie

1544 BOUL. DUCHARME
523-2335

Pour informations: Yves Tousignant.

UNE MUNICIPALITÉ
JEUNE
QUI EST LOIN D'AVOIR
FINI DE GRANDIR!

Dans la région de Nicolet

Plusieurs projets seront réalisés en 1987

par Rita DOLAN-CARON

NICOLET — Plusieurs projets seront réalisés en 1987 dans la région de Nicolet et Yamaska.

Au niveau de toutes les municipalités de la MRC de Nicolet-Yamaska, les conseils municipaux travailleront en premier lieu à l'élaboration de nombreux règlements et de plans concernant l'application du schéma d'aménagement.

Dans la région de Pierreville, la réalisation du réseau d'alimentation en eau potable dans cinq municipalités du bas-Saint-François et la construction de l'usine de filtration devraient être terminés au printemps.

Dans le village de Pierreville en particulier, le maire Jean Rousseau entend se préoccuper davantage du développement domiciliaire et il prévoit une bonne collaboration en ce sens avec la Chambre de commerce de Pierreville. Il y a présentement la construction d'un HLM comprenant 10 logements pour personnes à faible revenu, et cette construction devrait être également terminée au printemps. Dans la municipalité de Saint-Zéphirin-de-Courval, le maire Réjean Turcotte

annonce que les membres de son conseil veulent améliorer le système d'éclairage dans le village. "Prochainement, dit-il, le village sera beaucoup plus éclairé qu'aujourd'hui."

A Odanak, on projette aussi la construction, dans le cadre du projet de la loi C-31, de 10 nouvelles maisons à l'été 1987. "Ce qui représente un montant d'environ \$100,000 d'investissement", de dire le chef Fernand Robert O'Bomsawin. La réserve des Abénakis aura aussi un centre de santé et les plans et devis seront bientôt préparés. Ce projet qui devrait être terminé en 1990, est évalué approximativement à plus de \$400,000.

Dans la ville de Nicolet, plusieurs projets seront aussi réalisés en 1987. Parmi les principaux, le maire Rodrigue Duguay mentionne qu'une étude sera faite sur la capacité de l'usine de traitement d'eau. D'autres pressions seront également faites auprès du gouvernement afin d'obtenir que la ville soit admise au programme d'assainissement des eaux.

De plus, on tentera de régler le

problème de refoulements d'égouts dans certains secteurs. Puis, il y a des actions qui seront prises concernant le développement du parc industriel et le développement do-

miliaire. Comme on l'a déjà annoncé, la ville procédera à l'installation des compteurs d'eau dans les résidences. Enfin, la réfection de trottoirs sur le boulevard Louis-

Fréchette et la préparation de la berge à l'usine de traitement d'eau seront également prioritaires pour les membres du conseil de ville en 1987.

CHEZ **CLÉMENT**
VOUS ÊTES GAGNANT
TOUT L'TEMPS!

DEPUIS 40 ANS

L'ENDROIT DES
MEILLEURES
TRANSACTIONS

VENEZ
COMPARER
NOS PRIX
SUR PLACE
UN ACHAT
DONT VOUS
SEREZ FIER



DAKOTA
4 x 2



SHADOW
2 portes



SUNDANCE
2 portes

SHADOW • SUNDANCE • DAKOTA •
COLT • RELIANT • DODGE RAM
ETC •



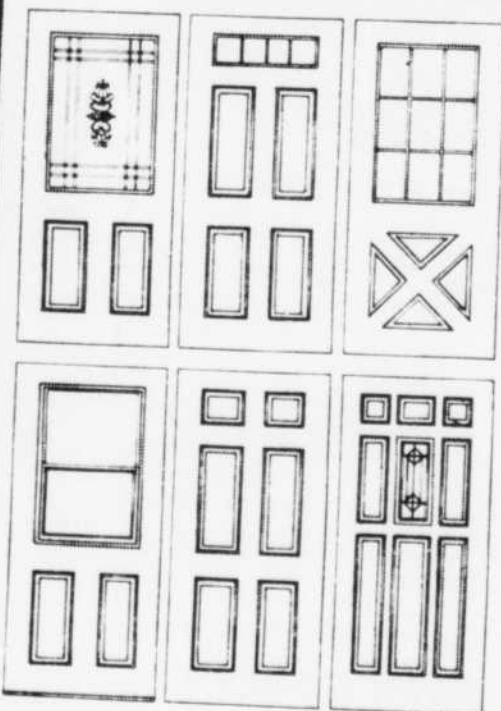
Venez comparer nos prix sur place
Un achat dont vous serez fier!
La qualité et le luxe de la technologie...

CLÉMENT & FRÈRE Ltée

700, boul. Saint-Laurent ouest, Louiseville
(819) 228-2701 - 296-3931



Augmentez vos bénéfices avec la
porte de remplacement
PRÉ-ENCADRÉE et
pré-montée Stanley.



VASTE GAMME
DE VITRAUX.

Nous pouvons installer, dans votre porte, un vitrail authentique. Solidité, étanchéité sont assurées par la fusion du plomb et du verre.

Les entrepreneurs et les rénovateurs ont besoin de la porte de remplacement PRÉ-ENCADRÉE Stanley car elle leur permet de réduire leurs coûts et d'augmenter leurs bénéfices.

Les coûts sont réduits car la porte est déjà PRÉ-ENCADRÉE. Vous n'avez plus besoin des services d'un charpentier, ni de ses nombreux et coûteux outils pour installer la porte de remplacement Stanley. Vous êtes assuré de plus gros bénéfices grâce à la réduction des coûts de main-d'œuvre et des plaintes.

Prenez contact avec nous aujourd'hui pour savoir comment la série complète des portes de remplacement PRÉ-ENCADRÉES et PRÉ-MONTÉES Stanley peut accroître vos bénéfices demain.

STANLEY

la bonne manière de faire les choses.

PORTES et FENÊTRES

J.-M. FERRON enr.

1158, STE-ANNE, YAMACHICHE

296-2121

Plus d'un million de voyages en une année dans la région

par Claude BERGERON

TROIS-RIVIERES — Notre région n'occupe pas le premier rang dans l'industrie touristique québécoise, mais elle est lar-

gement fréquentée. En une seule année, les touristes font 1,6 million de voyages d'une durée d'au moins 24 heures en une seule année. Il s'agit de voyage-jour-personne. En terme de sta-

tistique, c'est une personne qui fait un voyage d'au moins 24 heures chez nous une fois. Et l'on multiplie ainsi par tous ceux qui ont fait la même chose une ou plusieurs fois.

Ces chiffres sont contenus dans une étude faite en 1985 par le ministère du Tourisme en collaboration avec l'Association touristique du Coeur du Québec.

M. Yvon Caron, le directeur général de l'ATR, rappelle que la Mauricie-Bois-Franc occupe le 5e rang des 18 régions touris-

tiques du Québec. Donc une position relativement bonne. Cette statistique touche les séjours de plus de 24 heures et les touristes viennent de partout. Les Québécois y sont les plus nombreux.

Ces chiffres de 1985 ont quelque peu changé mais pas de façon significative. Ils représentent 10,47% des voyages faits au Québec durant une seule année.

Selon M. Caron, aujourd'hui il y a eu un peu de progression, mais on note peu de changements.

Les Québécois ont dépensé directement \$105 millions dans ce type de voyages de plus de 24 heures. Si on ajoute tous les touristes, canadiens et étrangers, on retrouve une somme de \$113 millions pour tout le Québec dans ces petits voyages. Une dépense moyenne de \$60,67 par jour personne.

L'industrie touristique chez nous occupe 1,5% des tous les emplois à temps plein, ou encore 2,460 travailleurs et spécialistes. Du secteur tertiaire, c'est 2,4%.

LE CENTRE COMPLET DE FORMATION EN TRAVAIL DE BUREAU



- Des méthodes dynamiques d'enseignement
- Des laboratoires modernes et accessibles
- Une préparation efficace au marché du travail



- Prêts et bourses du gouvernement
- Aide financière institutionnelle (Scolarité et logement)
- Service de logement
- Service de placement efficace*

*La loi n'autorise aucun établissement privé à garantir un emploi.

- COLLÉGIAL (DEC) Techniques de bureau 412.02
- AGENT ET AGENTE DE BUREAU
- INTENSIF (1 AN)
- PERFECTIONNEMENT

LE CENTRE PAR EXCELLENCE

INFORMATIONS:
374-2487



Ecole commerciale du Cap
155, rue Latreille, Cap-de-la-Madeleine

ENCORE QUELQUES MODÈLES 1986 À LIQUIDER

Venez voir nos modèles 1987



CLAUDE PAILLÉ
président



CLAUDE BLAIS
représentant



JEAN LAURENDEAU
représentant



SPRINT 4 portes
Hatchback sedan



CAVALIER Z-24,
2 portes hatchback



CHEVETTE S
coupé, sedan



NOVA, 4 portes hatchback sedan



On fait route ensemble



CORPORATION DES CONCESSIONNAIRES D'AUTOMOBILES DE LA MAURICIE



AUTOMOBILES PAILLÉ Inc.

711, boul. St-Laurent ouest, Louiseville
(819) 228-2783

Dans les agences de voyages de la région

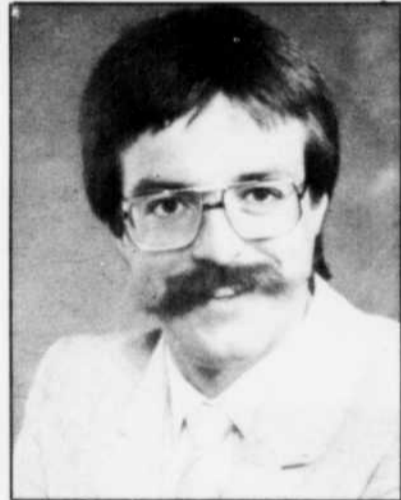
Le chiffre d'affaires atteint \$10 millions

par Claude BERGERON

CAP-DE-LA-MADELEINE — Quel est le chiffre d'affaires des agences de voyages du grand Trois-Rivières et de Shawinigan? C'est un chiffre difficile à obtenir avec précision, mais on peut le situer à \$10 millions sans risque de faire une grande erreur.

C'est ce que précise M. Yves Bordeleau, président sortant de la section Association des agents de voyages de la Mauricie (ACTA). Il dirige l'agence Arc-en-Ciel et possède trois bureaux de service et, prochainement, un quatrième à Trois-Rivières-Ouest.

Sans vouloir dévoiler les noms de ces entreprises privées, il nous dira que la première devrait réaliser \$4 millions, la seconde \$1,8 million et viennent ensuite les autres avec \$1,2 million, \$800,000 et ainsi jusqu'à la fin. "C'est un secteur de services commerciaux où notre région retrouve la plus grande compétition, au Québec", de dire M. Bordeleau.



M. Yves Bordeleau

Quand on compte le nombre d'agences de La Tuque à Berthierville, pour donner le secteur Mauricie, on retrouve 15 agences, membres de l'ACTA, plus quelques autres. C'est donc plus d'agences per capita que dans tout le Québec, croit M. Bordeleau. Donc un secteur à haut degré de compétition. La dernière statistique pour la région 04, c'est 40 détaillants en voyages et services aux touristes - voyageurs.

Un secteur en santé?

Yves Bordeleau ne cache pas que la compétition est de tout instant, mais il est certain que c'est un bon secteur économique. Il explique que ce marché est basé sur la confiance, la compétence du personnel et aussi la qualité du produit et le service. "Chez nous, nous refusons certaines compagnies parce qu'elles ne rencontrent pas les normes de qualité acceptable. Nous ne disons pas non à un client qui insiste, mais nous lui faisons valoir que pour quelques dollars de plus, il aura plus en qualité en sécurité et en confort", affirme-t-il.

Il poursuit en disant que pour la majorité de ses collègues, conseillers en voyages, c'est la même chose. Un client insatisfait est très

souvent une mauvaise publicité nuisible.

La responsabilité du conseiller en voyages est grande et il doit miser aussi sur la qualité du grossiste qui, lui, achète de nombreuses places dans des hôtels, motels ou encore dans grandes maisons de rapport (condos, etc.). Et les compagnies aériennes? Là encore, la compétition est forte et souvent pour quel-

ques dollars de plus, le touriste y gagne en qualité de service et de confort.

A Québec, au service de la statistique du ministère du Tourisme, au niveau des chiffres d'affaires, la compilation est faite au niveau provincial. On vous dira par exemple qu'il y a 27 agences dont le chiffre d'affaires est dans la catégorie de 0 (?) à \$100,000 et ainsi jusqu'à plu-

sieurs millions.

Y-a-t-il de la place pour d'autres agences? De plus en plus difficile, selon M. Bordeleau, mais la libre entreprise a ceci de bon, Elle est ouverte à tout le monde en principe. En 1987, il faut être de plus professionnel, offrir de bons services et surtout bien connaître son produit. C'est le langage du métier. Les goûts et les connaissances des

consommateurs se raffinent. En ce domaine où la bande vidéo vous décrit vos vacances avant le départ, on ne peut plus donner autre chose que ce que le client a vu.

M. Bordeleau, qui vient de laisser son poste de président de l'ACTA dans notre région, est d'opinion que chez nous, ce secteur est en santé, mais que pour rester dans la course, il faut travailler dur.



C.D.H.M. inc. Conseil de développement de la Haute-Mauricie inc.

Le développement économique c'est l'affaire de tous. La population du Haut-St-Maurice peut profiter des services tels que:

- information à caractère économique
- prospection
- recherche
- consultation
- expansion industrielle
- aide à l'entreprise

Les services gratuits du commissariat sont assumés par un personnel permanent, hautement qualifié, vous assurant la plus entière confidentialité.

Le C.D.H.M.

Un partenaire de choix!

L'ÉQUIPE DU C.D.H.M. INC.

LESTER DEMERS, commissaire industriel

290, St-Joseph, C.P. 607, La Tuque, Qc

Tél. (819) 523-5231



LES COURTIERIS FO.I.S.I...

...une entreprise sérieuse endossée par une institution financière des plus importantes au Canada, avec à son actif plus de 30 projets réalisés en 10 ans et les seuls à avoir bâti un cours de formation de 200 heures reconnu par le collège Marie Victorin.

Les courtiers FO.I.S.I. vous offre des placements sûrs et rentables, un gestionnaire compétent et reconnu, une firme d'évaluation renommée.

AUCUN CAPITAL N'EST REQUIS, devenez propriétaire ou co-propriétaire d'un immeuble important.

Venez assister à une soirée d'information avec l'un de nos conférenciers détenant un permis de la Commission des Valeurs Mobilières:

**Le 3 février à 19h30 à Trois-Rivières, Auberge des Gouverneurs
EN IMMOBILIER, LA RENTABILITÉ PASSE PAR
LES COURTIERIS FO.I.S.I.**

Réservez au plus tôt. Entrée limitée. Gérald Dubé, Shawinigan 536-2631; Trois-Rivières 1-800-567-9439



MERCI! GRÂCE À VOUS, NOUS SOMMES PROSPÈRES...

Votre encouragement permet aux petites entreprises de consolider des emplois, qui sont un stimulant direct pour l'économie régionale.

UNE ENTREPRISE BIEN DE CHEZ-NOUS, D'ENVERGURE RÉGIONALE DESSERVANT LE COEUR DE LA MAURICIE.

Dès aujourd'hui, gardez votre bonne habitude..., exigez un produit fabriqué dans notre région par des gens de chez-nous.

JEAN-GUY CHATEAUVERT
propriétaire

Prenons nos affaires en main, exigeons de tous nos marchands un produit de la Mauricie

BOULANGERIE
La Fournée



Bel-Toast

pain
super
sandwich



PAIN
SANS RIVAL
BREAD



"POUR UNE
TRANCHE DE
BONNE VIE"

9042, BOUL. DES HÊTRES
SHAWINIGAN,
TÉL.: 539-4484

